

Le bilan de l'An un de Jacques Parizeau à la tête du PQ



MARIO FONTAINE

Il est possible de lutter contre les taux d'intérêt élevés imposés par la Banque du Canada. Il s'agit, pour le premier ministre Bourassa, d'isoler certains marchés de façon à soulager les détenteurs d'hypothèques, les agriculteurs, ou encore certains types d'entreprises.

C'est que ce propose le chef du Parti

québécois, Jacques Parizeau, en entrevue à *La Presse*. S'il est impossible de subventionner l'ensemble des victimes des taux élevés, on peut à tout le moins cibler nos efforts, suggère-t-il.

Un exemple: garantir des taux inférieurs à ceux du marché aux acheteurs de maisons neuves, comme le gouvernement péquiste l'avait fait au début des années quatre-vingts avec son programme Corvée-Habitation. On pourrait aussi imaginer un plafonnement des taux hypothécaires à 12 p. cent, ainsi que vient de le proposer le premier ministre d'Alberta, Don Getty. L'Etat se chargeant de payer la différence.

Il serait aussi possible de donner un

coup de main aux fermiers grâce au crédit agricole. Ou encore d'aider la SDI, la Société de développement industriel, à prêter aux entreprises à bons taux, voire à accorder des garanties de prêts.

Le chef péquiste a émis ces suggestions au cours d'une entrevue cette semaine. Quelques jours plus tôt, le premier ministre Bourassa déclarait étudier diverses options visant à rendre plus supportable le niveau très élevé du loyer de l'argent tel qu'imposé dans le moment par la Banque du Canada.

A l'instar de M. Bourassa, M. Parizeau entend observer l'évolution des taux dans les semaines à venir avant

de s'engager trop à fond dans des voies alternatives. M. Bourassa et lui risquent en outre de garder leurs propositions mutuelles en réserve, comme munitions pour les prochaines élections.

Les premiers ministres des provinces ont unanimement dénoncé, et à plusieurs reprises, la politique restrictive suivie par le gouverneur de la banque centrale, John Crow, au nom de la lutte contre l'inflation. Le gouvernement conservateur de Brian Mulroney continue toutefois de lui donner son appui.

Puisqu'il y a front commun, que «c'est chaud», que la pression devient très forte, le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson, doit invo-

quer son pouvoir de directive à l'égard de la Banque du Canada, pense M. Parizeau. Lui fixer, par exemple, un écart maximum à ne pas franchir d'avec les taux américains.

Dans le moment, c'est comme si M. Crow voulait donner une leçon aux Américains sur la façon de lutter contre l'inflation, estime le leader péquiste. Lui-même ancien ministre des Finances, M. Parizeau ne s'illusionne pas sur la possibilité de voir les taux canadiens baisser alors que montent ceux d'outre-frontière. Mais à tout le moins, plaide-t-il, réduisons cet écart qui est de près de trois p. cent actuellement. «Un écart acceptable ne dépasserait pas deux p. cent», estime M. Parizeau.

La langue, c'est l'affaire de tout le monde

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, participera demain à la marche pour un Québec français. Mais il n'a pas prévu y faire de discours. «La langue française, c'est l'affaire de tout le monde. Je ne veux pas donner l'impression que le Parti québécois en a le monopole», a-t-il déclaré à *La Presse*.

Une marche qui lui paraît fort bien organisée, et à laquelle il prédit le plus grand succès. Le Mouvement Québec français attend au moins 15 000 participants à cette manifestation qui débutera, à midi, au Parc Lafontaine.

La loi 178 sur l'affichage n'aura finalement été, estime M. Parizeau, qu'un détonateur de toutes ces actions, qui proviennent de pulsions bien plus profondes. Car ces manifestations, on les voyait venir depuis longtemps, assure le chef souverainiste.

Comment peuvent réagir les travailleurs qui voient leur entreprise négliger d'obtenir un certificat de francisation, demande-t-il? Comment réagir devant le bilinguisme et même l'unilinguisme anglais dans l'affichage?

Cette question de la langue a donné une popularité accrue au Parti québécois, admet son chef, qui assure toutefois que la remontée de la formation dans la faveur populaire était déjà amorcée avant le jugement de la Cour suprême sur l'affichage et la décision du gouvernement Bourassa d'opter pour le français à l'extérieur des commerces et le bilinguisme à l'intérieur.

Ça va mieux qu'il y a six mois, constate-t-il. Et l'écart de 19 points qui sépare le Parti québécois du Parti libéral dans les intentions de vote — dont faisait état un sondage le week-end dernier — n'inquiète plus autant le chef péquiste. Car cet écart pourrait être encore plus réduit dans les faits, selon lui, compte tenu du fort taux d'indécis chez les anglophones. Certains d'entre eux évoquent même la création d'un deuxième parti fédéraliste sur la scène québécoise: «Je n'ai aucune objection», lance M. Parizeau, conscient que cela ferait autant de votes en moins pour Robert Bourassa.

Le PQ redevient aussi populaire que son option, se réjouit-il également. La campagne de financement va bien, dit M. Parizeau, l'organisation se prépare pour les prochaines élections. Le thème de la souveraineté y sera amplement développé, avec ses référendums par secteurs et les négociations à entreprendre avec Ottawa pour le désengagement du Québec du système fédéral.



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Selon Jacques Parizeau, il est urgent de corriger nos lacunes et de préparer notre futur

Québec devra s'occuper des «décrocheurs»

Le gouvernement Bourassa devra explorer des voies radicalement nouvelles dans son prochain budget, soutient le chef du Parti québécois. Des voies qui permettraient aussi bien d'assurer l'avenir économique du Québec que de réintégrer dans le système toute une partie de la population actuellement en train de décrocher.

Selon Jacques Parizeau, il est en effet urgent de corriger nos lacunes et de préparer notre futur. Et le budget que le ministre des Finances, Gérard D. Levesque, devrait déposer fin avril début mai représente une occasion en or de développer quatre idées fortes allant en ce sens.

■ La recherche et le développement doivent faire l'objet d'un virage majeur, et voir leurs crédits considérablement augmentés. Les dernières propositions du gouvernement libéral sont à cet égard très inquiétantes, pense M. Parizeau.

■ ramenons les entreprises à l'école, poursuit-il. La formation professionnelle est à repenser complètement. Le ministère de l'Éducation, en se l'appropriant il y a une vingtaine d'années, en a évacué l'entreprise privée. Le temps est venu d'une action commune.

■ une partie du Québec est en train de «casser»: des taux d'analphabétisme inquiétants chez les jeunes, de plus de plus de sans-abris, etc. Cela exige un important virage quant au mode de fonctionnement du gouvernement, diagnostique le chef souverainiste. Comme de s'appuyer davantage sur les groupes communautaires par exemple, ou encore de laisser plus de pouvoirs d'intervention aux autorités locales. «On aura beau avoir tous les bureaux de ministères que l'on veut, ce n'est pas là que les itinérants iront dormir le soir», a dit M. Parizeau cette semaine dans une entrevue à *La Presse*.

■ celui-ci pense enfin que le prochain bud-

budget devra améliorer notre préparation au libre-échange. «Normalement on devrait pouvoir en profiter énormément. Mais ça ne se fera pas tout seul», avertit le leader



péquiste. Les \$50 millions que Québec injectera «si nécessaire» pour faciliter l'adaptation au libre-échange ne le satisfont pas.

M. Parizeau a lui-même prononcé plusieurs discours du budget lorsqu'il faisait partie du gouvernement de René Lévesque, ce qui l'amène aujourd'hui à inviter son successeur libéral à concentrer son message autour de ces grands thèmes. Car dans l'ensemble, on peut s'étonner, dit-il, que la situation de l'emploi demeure aussi peu reluisante après six ans de reprise économique.

Il convient en revanche que la situation financière du Québec s'est légèrement améliorée depuis son départ. Le déficit stagne à \$3 milliards selon les chiffres du Vérificateur général, les libéraux le situent bien en deca, les conventions comptables ayant été modifiées depuis. De toute façon, même à \$3 milliards, le déficit est proportionnellement moins important aujourd'hui que sous l'administration péquiste, explique M. Parizeau.

La santé financière du Québec est beaucoup plus saine que celle du gouvernement fédéral, poursuit-il, et cela malgré une diminution des transferts fédéraux: «C'est long, c'est compliqué, c'est pénible, mais il y a moyen de se battre», dit-il, invitant Québec à ne pas acquiescer sans mot dire aux tentatives du gouvernement central de lui couper les vivres.

Ottawa n'a pas beaucoup de latitude pour réduire son propre déficit, contrôlant directement moins du tiers de son budget. Le reste va au service de la dette, aux transferts aux provinces et aux allocations aux individus. Une solution, aux yeux de M. Parizeau: couper dans les dépenses militaires, notamment au chapitre des sous-marins à propulsion nucléaire. On risquerait alors, cependant, de subir les foudres de l'OTAN. «C'est une machine infernale», conclut M. Parizeau.

L'autoroute Métropolitaine: des études sont essentielles

Avant de se prononcer sur le sort de l'autoroute Métropolitaine, le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, aimerait bien avoir des études en main pour étayer son jugement.

«Je suis très gêné qu'on n'ait pas de chiffres plus précis. On dit que l'enfouissement de l'autoroute dans un tunnel coûterait \$2 milliards. D'où c'est sorti, ce \$2 milliards? Et quelle sorte de tunnel?», demande le leader péquiste.

Cette artère urbaine, qui relie l'est et l'ouest de Montréal, se trouve dans un état de délabrement avancé. Le ministre des Transports, Marc-Yvan Côté, propose une réfection dont le coût se situerait entre \$50 et \$60 millions.

Le maire de Montréal, Jean Doré, opte quant à lui pour l'enfouissement de la voie rapide. Il reconnaît que les déboursés seraient supérieurs à «rapieçage», mais affirme que cette solution durerait beaucoup plus longtemps et améliorerait l'environnement urbain.

Sans se prononcer directement, M. Parizeau dit ne pas aimer «la façon cavalière avec laquelle le gouvernement (Bourassa) a envoyé paître le maire Doré» dans ce dossier, et réclame comme une nécessité absolue la confection d'études. Il n'y a pas qu'une seule solution dans ce genre de projet, souligne-t-il.

Le maire Doré suggère que la taxe sur le tabac actuellement consacrée à la dette olympique aille, lorsque le mat sera payé, à l'autoroute Métropolitaine. Une suggestion qui ne paraît guère emballer M. Parizeau. De toute façon, le produit de cette taxe se retrouvera n'importe comment dans le fonds consolidé de la province, qui peut l'affecter où bon lui semble, fait-il remarquer.

C'est également à l'État qu'Hydro-Québec verse ses dividendes. M. Parizeau, dans ce dossier, rejette lui-aussi la hausse de 5,7 p. cent que la société voulait appliquer aux tarifs résidentiels. Il est d'accord avec le ministre de l'Énergie, John Ciacchia, pour que la hausse soit équivalente au taux d'inflation.

LE TOURISME FRANÇAIS
Exigez notre brochure chez votre agent de voyages
Pernis du Québec

PETITS BUDGETS

UNE NOUVELLE GAMME DE VOYAGES À PRIX TRÈS ABORDABLES «LES TOURISTOURS»

L'avenir du PQ avec M. Parizeau

Il fume comme une cheminée, au rythme de René Lévesque, mais sans nécessairement partager l'avis du maire Jean Doré sur l'utilisation de la taxe sur la cigarette pour défrayer le coût de réfection de l'autoroute Métropolitaine.

Il parle comme un ancien ministre des Finances expérimenté et comme un bon professeur d'université qui connaît bien sa matière, sans passion, sans démagogie, mais non comme un chef de parti qui est à l'avant-veille d'une campagne électorale et qui doit motiver ses troupes.



Il répond aux questions en soulevant des principes généraux mais sans se compromettre, comme s'il était déjà premier ministre et qu'il ne voulait pas prendre d'engagements qu'il ne pourrait tenir, alors qu'un chef de l'opposition — même non élu — a d'habitude maintes solutions concrètes à tous les problèmes.

À l'écouter, il attire le respect par ses propos mesurés et responsables. Mais il ne provoque pas la chaleur humaine ou l'attachement d'un René Lévesque ou même d'un Pierre-Marc Johnson. À 59 ans, c'est un sage qui analyse bien le passé et le présent mais qui ne donne pas l'allure d'un combattant de l'avenir.

Il est de l'option et de l'époque riniste (Rassemblement de

l'indépendance nationale de Pierre Bourgault et André d'Allemagne) davantage qu'un péquiste même s'il parle de souveraineté et évite de parler d'indépendance ou de séparatisme.

Ce sont là des impressions, au sortir d'une entrevue de plus de deux heures, que M. Jacques Parizeau a accordée à La Presse cette semaine et dont on trouvera le compte rendu en page B 1.

Sous sa gouverne, il y aura un an samedi prochain, le Parti québécois a repris du poil de la bête. Certains orthodoxes reviennent au parti, le membership s'est sensiblement accru, la campagne actuelle de financement a déjà permis de recueillir \$600 000 sur un objectif de \$ 2 millions, le recrutement de candidats va bien, les préparatifs de campagne — qu'elle ait lieu au printemps ou à l'automne — sont en marche, les sondages annoncent une remontée de popularité qui fait que le PQ devient aussi populaire que son option, l'opposition parlementaire se veut un peu plus agressive.

Mais est-ce suffisant pour prendre le pouvoir et former le prochain gouvernement du Québec? Une élection se décide en moins de trois mois. C'est plus souvent qu'autrement le gouvernement en place qui se détruit: les électeurs s'expriment plus souvent négativement que positivement. Le gouvernement Bourassa en est bien conscient avec son talon d'Achille linguistique. La question de la langue, sujet émotif entre tous, pourrait donner au PQ l'arme tant souhaitée pour mener la

lutte à l'équipe libérale, si le malaise devait se perpétuer encore des mois.

Mais le Parti québécois, fondamentalement, demeure un parti indépendantiste et M. Parizeau n'en fait pas de cachette: un vote pour le PQ sera un vote pour la souveraineté. Porter le PQ au pouvoir, ce sera entamer le processus d'accession à la souveraineté, avec la tenue d'un référendum en bout de ligne sur la nouvelle Constitution québécoise, pas nécessairement dans le premier mandat comme ce fut le cas sous René Lévesque.

Les Québécois sont-ils prêts à recommencer cette douloureuse expérience qui a laissé toutes sortes de séquelles au triple plan économique, social et politique? La ferveur toute pure et créatrice des années 60-70 pourrait-elle se renouveler? Le vieillissement prononcé de la population n'entraîne-t-il pas un goût de stabilité et de sécurité par rapport à un risque de l'inconnu, même s'il devait être avantageux? La présence d'un gouvernement conservateur et d'un premier ministre Mulroney proquébécois change-t-elle les règles du jeu par rapport à un gouvernement libéral et à un premier ministre Trudeau fédéraliste et centralisateur à outrance? Les Québécois ne vivent-ils pas un cycle axé bien davantage sur le bien-être économique que sur les affaires constitutionnelles?

Bref, si le défi Parizeau n'est pas impossible, il est loin d'être évident qu'il puisse se réaliser à brève échéance.

Claude MASSON

Wilson a menti

On ne s'étonne pas lorsqu'un politicien prend certaines libertés avec la vérité. Mais certains écarts peuvent remettre en cause les fondements mêmes du processus démocratique. C'est le cas des propos que M. Michael Wilson a tenus cette semaine lorsqu'il a annoncé que son gouvernement ne pourrait pas tenir ses promesses. Il ne s'agit ni de camouflage ni de demi-vérités. Le ministre des Finances a carrément menti. Et on peut le démontrer.



Judi, M. Wilson a expliqué qu'il devrait abandonner certains engagements électoraux parce que la hausse des taux d'intérêt a bouleversé le portrait budgétaire. Voici ce qu'il a dit: «Les engagements que nous avons pris l'été dernier s'inscrivaient dans le contexte d'un programme de dépenses qui était responsable. Mais nous avons assisté depuis à une hausse significative des taux d'intérêt.»

Il y a une seule chose de vraie dans les propos du ministre. Les taux d'intérêt jouent un rôle central dans les prévisions budgétaires. Parce que l'Ottawa supporte une dette de \$320 milliards, chaque hausse des taux d'un pour cent fait augmenter le déficit d'un milliard ou d'un milliard et demi.

Mais on peut démontrer qu'au moment de la campagne électorale, M. Wilson savait très bien qu'il n'y aurait pas d'argent pour tenir les promesses. Il savait même que son gouvernement se dirigeait vers une crise financière grave qui le forcerait à se lancer dans une politique d'austérité sans précédent.

On peut le voir en retraçant le fil des événements. Lors de son dernier budget, en décembre 1988, M. Wilson était optimiste, justement parce que les taux d'intérêt étaient modérés. Le taux dont il se sert dans ses prévisions, celui des effets commerciaux à 90 jours, était à son plus bas, 8,5 p. cent. Il a donc présenté un budget qui reposait sur des taux stables pour 1988, à 8,4 p. cent. Pour 1989, il prévoyait même une baisse de ce taux à 7,8 p. cent, ce qui lui assurait une bonne marge de manoeuvre.

Mais quelques semaines après le dépôt du budget, les taux ont commencé à grimper. À un tel point que, dès le mois d'août, ils étaient passés à 10,15 p. cent. En soi, cette hausse annonçait déjà une situation serrée qui rendait les promesses peu plausibles.

Mais en novembre, en pleine campagne électorale, ce taux était passé à 11 p. cent. Comme l'année achevait et comme toutes les prévisions des deux côtés de la frontière s'attendaient à une poursuite de l'escalade, il était donc clair que toutes les hypothèses du budget de 1989 étaient radicalement compromises puisqu'elles reposaient sur des taux de 7,8 p. cent.

Il était donc mathématiquement évident, indépendamment de toute idéologie, que le budget postélectoral devrait être un budget de crise. Ne l'oublions pas, les conservateurs n'étaient pas des nouveaux venus qui découvrent des vérités cachées en prenant le pouvoir.

Que peut-on en conclure? D'abord que l'excuse de M. Wilson, pour expliquer qu'il ne pourra pas respecter les promesses ne tient pas. La hausse des taux d'intérêt explique bien sûr l'impasse, mais lors de la campagne électorale, les deux tiers de la hausse dont il s'étonne maintenant étaient déjà du domaine public! Mais en soi, ce n'est pas là l'important, parce que les électeurs prennent les engagements électoraux avec un grain de sel.

Ce qui est infiniment plus grave c'est, qu'au moment de la campagne, M. Wilson ne pouvait pas ne pas savoir que son prochain budget, s'il remportait la victoire, serait un budget d'une incroyable austérité, avec coupures de dépenses et hausses d'impôt.

Mais ni M. Wilson, ni le premier ministre Mulroney n'en ont parlé. Ce n'est pas une vétille. Pour rétablir un équilibre financier, les conservateurs devront amorcer un virage majeur de l'action gouvernementale qui touchera la fiscalité, les programmes sociaux, le développement économique et les rapports avec les provinces. C'est le genre de choses dont, en principe, on doit parler aux électeurs.

Certes, on pourra dire que MM. Mulroney et Wilson n'avaient pas le choix. Si les conservateurs avaient annoncé leurs vraies couleurs et parlé d'austérité, ils ne seraient pas au pouvoir. Et cela soulève un problème de fond: celui du rôle même du processus électoral quand des questions centrales, mais délicates, sont en jeu. Est-il possible de remporter des élections en étant de bonne foi?

Chez nos voisins du Sud, John Tower n'a pas pu devenir ministre parce qu'il avait eu une vie dissolue. Ce que M. Wilson a fait, parce que cela affecte les citoyens dans leur vie quotidienne, est objectivement plus grave.

Alain DUBUC



La vraie question est: comment les Québécois ont-ils compris M. Trudeau?

MARCEL ADAM

M. Pierre Elliott Trudeau a longuement expliqué, hier dans nos pages, comment devait être interprété l'engagement de renouveler la constitution canadienne pris par lui durant la campagne référendaire.



Ce qui est important ce n'est pas ce que M. Trudeau avait vraiment en tête quand il a fait sa promesse, mais comment le peuple québécois a interprété, lui, cette promesse.

L'engagement — à vrai dire le seul — que tout le monde a en mémoire, c'est celui qu'il a pris solennellement lors de la dernière de ses trois interventions publiques pour le camp du non, à l'aréna Paul-Sauvé, le 14 mai 1980, où il avait dit ceci:

«Je m'adresse solennellement aux autres Canadiens des autres provinces, nous mettons notre tête en jeu, nous du Québec, quand nous disons aux Québécois de voter non. Nous vous disons que nous n'acceptons pas qu'un non soit interprété par vous comme une indication que tout va très bien et puis que tout peut rester comme c'était avant. Nous voulons des changements.»

J'étais présent à cette assemblée et je n'en croyais pas mes oreilles. Je me suis dit que M. Trudeau devait avoir vraiment peur que le oui l'emporte pour se résoudre à faire des concessions dans un domaine où il

s'était toujours montré extrêmement intransigent. Il semble que le chef du Parti libéral et du camp du non, Claude Ryan, a eu le même sentiment, lui qui a félicité l'homme avec lequel il avait toujours été en profond désaccord en matière constitutionnelle.

Cette déclaration eut l'effet d'un coup de tonnerre au Québec. Elle fut le point culminant de la campagne.

Combien de Québécois ont vu dans cet engagement vague l'annonce d'un assouplissement à l'égard des revendications du Québec?

Après l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1982, le premier ministre Trudeau a été accusé de toutes parts, au Québec, d'avoir trahi son engagement envers le Québec.

La première fois que M. Trudeau s'est donné la peine de répondre à cette accusation c'est l'an dernier, devant le Sénat, lors de l'étude de l'accord du lac Meech. Il reprenait en substance cette réponse hier dans nos pages.

Il ne pouvait pas, dit-il, envisager de réformer la constitution pour y apporter des changements auxquels il s'était opposé durant les 35 ans de sa vie publique. Surtout pas accepter l'idée d'un statut particulier pour le Québec.

Comme sa pensée n'avait jamais dévié, les Québécois devaient donc voir dans le nouveau promis ce qu'il avait toujours prôné: le rapatriement de la constitution avec une formule d'amendement (avec droit de veto pour le Québec) et une charte des droits garantissant l'égalité du français et de l'anglais.

Il est certain que les initiés de la chose constitutionnelle ne se laisseront pas abuser par cet engagement vague et ambigu. Personnellement, quelques mois plus tard, je venais même à la rescousse de M. Trudeau. Il fallait être naïf ou mal connaître cet homme, écrivais-je, pour penser qu'il avait changé son fusil d'épaule en matière constitutionnelle. Mais mon analyse était trop courte.

La question importante à se poser était de savoir quel impact pouvait avoir eu un tel engagement sur l'ensemble des Québécois qui portent peu d'attention aux débats constitutionnels.

Le référendum était l'aboutissement d'un contentieux qui avait pris naissance une vingtaine d'années plus tôt au Québec. Tous les premiers ministres fédéralistes depuis Lesage jusqu'à Bourassa, en passant par Johnson et Bertrand, réclamaient un remaniement fondamental de la constitution qui donnerait lieu à un nouveau partage des pouvoirs, c'est-à-dire à une dévolution au Québec de compétences législatives additionnelles afin, disait-on, de mieux préserver son caractère distinct.

Annouer un renouvellement de la constitution aux Québécois pouvait-il être pris dans un autre sens que celui que donnaient à cette expression la classe politique, les élites nationalistes et la majorité des commentateurs d'allégeance fédéraliste? La question est d'autant plus opportune que les propositions constitutionnelles du Livre beige du Parti libéral, élaborées sous la gouverne de Claude Ryan, étaient dans le paysage depuis quelques mois, qu'elles formaient un projet tout à fait op-

posé à celui de M. Trudeau (mais qu'il prit bien garde cependant de ne pas contester avant le référendum).

Il est bon de souligner encore deux choses. D'une part les sondages préréférendaires indiquaient qu'une forte proportion de Québécois décidés ou tentés de voter oui voulaient en fait un fédéralisme renouvelé. D'autre part, le camp du non n'était pas sûr de la victoire à quelques jours du scrutin, comme l'avoue Jean Chrétien dans ses mémoires.

M. Trudeau savait sans doute ces choses au moment où il allait prononcer le discours qui pouvait faire la différence entre la victoire et la défaite. Est-il imaginable qu'il ait décidé, en fin politicien qu'il était, que dans les circonstances un engagement ambigu à renouveler le fédéralisme pourrait être interprété de manière à détourner une multitude de Québécois de la tentation de voter oui?

Entre ici dans l'ordre des intentions et je sais que c'est un peu odieux. Cependant, en choisissant d'être vague, M. Trudeau laissait le soin aux gens d'interpréter le sens de son engagement à ses risques et périls. Ce qui autorise à penser qu'il a pris le risque calculé de gagner le référendum à la faveur d'un malentendu...

Le commentaire de M. Trudeau était livré à La Presse jeudi, et le même jour paraissait ma chronique dans laquelle j'expliquais que la Constitution de 1982 liait le Québec malgré sa dissidence. Je ne suis donc pas de ceux qui, selon M. Trudeau, expriment des «billevesées» en prétendant le contraire.

Opinions

Le français, le fonds culturel commun, les animaux de laboratoire

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Suite à mon récent article sur l'avis du Conseil des collèges sur l'enseignement du français au cégep, madame Colette Buguet-Melançon, du Cégep Édouard-Montpetit, m'envoie une longue lettre accompagnée d'une pochette remplie de documents. Première réaction: encore une réforme sur papier! J'ai tout de même lu les documents attentivement... et je me suis ensuite précipité au téléphone pour parler à madame Buguet-Melançon. Derrière le papier, il y a une voix et derrière la voix une personne décidée à agir; mieux encore, qui agit déjà!

Elle et l'un de ses collègues, Daniel Lanthier, également professeur de français, recevaient l'an dernier le prix de la Fédération des collèges pour l'innovation pédagogique. Que font précisément Colette Buguet-Melançon et Daniel Lanthier? Je réserve pour un article subséquent la réponse détaillée à cette question. Pour l'instant je note:

- 1) qu'ils ont la confiance des autorités de leur collège et qu'ils ne craignent pas de le dire. C'est là une innovation majeure;
- 2) qu'ils sont, comme le Conseil des collèges, persuadés que les cours de français devraient constituer une séquence, ce qui signifie qu'on ne pourrait accéder au se-

cond sans avoir réussi le premier, et ainsi de suite; ce qui signifie également qu'il devra y avoir une évaluation digne de ce nom;

3) qu'il existe dans leur collège comme dans dix autres au Québec, un centre d'aide en français basé sur la relation d'aide entre pairs.

Ce qui me paraît plus prometteur dans l'aventure de Colette Buguet-Melançon et de Daniel Lanthier, c'est qu'ils semblent avoir trouvé une formule qui permettra de concilier les exigences des professeurs de français avec celles de la société.

Notre héritage culturel
De monsieur Yvan Comeau, professeur de français au Collège Marie-Victorin, je reçois un livre de trois cents pages (format 8 1/2 x 11) intitulé *Notre héritage culturel, histoire et littérature*. Toute société a besoin d'un fonds culturel commun que l'école a pour mission de transmettre.

Monsieur Yvan Comeau en propose un qui me paraît exemplaire. Quelle doit être la part du Québec et du monde, du particulier et de l'universel dans notre fonds culturel? Yvan Comeau a trouvé le point d'équilibre: un tiers de son ouvrage est consacré au Québec et à sa littérature. Les grands maîtres de la littérature universelle, Homère, Shakespeare, Cervantes, Goethe, sont aussi évoqués. On a au passage l'occasion de se familiariser avec des notions comme celle de scientisme et de déterminisme, qui sont présentées avec une parfaite clarté. «Il s'agit d'un manuel commun destiné à jouer un rôle auxiliaire dans tous les cours de français qui se donnent au Collège Marie-Victorin. C'est dire que tous

les étudiants l'ont entre les mains. Cela permet aux professeurs enseignant dans les autres disciplines — en philosophie et en sciences humaines notamment — de renvoyer leurs élèves, lorsque la chose est utile, aux substantielles introductions historiques qu'on y trouve. La perspective historique, qu'on a mise allégrement de côté au Québec, comme ailleurs, depuis plus de deux décennies trouve ainsi une chance de reprendre la place qui lui revient dans une formation vraiment sérieuse.»

Les animaux de laboratoire
À propos de l'Institut Armand-Frappier que j'ai présenté récemment comme un symbole du progrès des sciences au Québec, la présidente de l'AHIMSA (Association humanitaire d'information et de mobilisation pour la survie des animaux) madame Marjolaine Jolicoeur, m'écrit ce qui suit:

«C'est plutôt un symbole absurde et sanglant de domination sur des espèces animales et d'une fausse conception de la médecine et de la guérison. De plus, c'est aussi un symbole de la torture et de la souffrance de ces millions d'animaux (400 millions de par le monde) de laboratoire qui sont les cobayes avant nous d'une médecine méca-

niste.»
Une vaste coalition pour la défense de la vie en général et des animaux de laboratoire en particulier se constitue actuellement dans le monde. Aux États-Unis, les protestations comme celle de madame Jolicoeur ont un impact tel que certains laboratoires ont été fermés tandis que d'autres ont perdu leurs subventions. Bien entendu, tous doivent se soumettre à un

code de déontologie de plus en plus rigoureux.

(AHIMSA, Ste-Rita, c'té Rivière-du-Loup, Qué. G0L 4G0)

Le behaviorisme
Dans un article récent sur la Cité écologique, j'ai attaqué le behaviorisme. Un psychologue de St-Jean-sur-Richelieu me reproche dans une lettre de l'avoir fait trop cavalièrement. «Je travaille comme psychologue depuis près de 20 ans. Ce que vous dites du behaviorisme, aujourd'hui, est ce qu'on en disait il y a 20 ans! Mêmes préjugés, même simplification, même méconnaissance...» Les behavioristes (la majorité de ceux que j'ai connus depuis, en tous cas) ne sont pas centrés sur eux-mêmes ou sur l'aspect séduisant ou glorieux de leur approche, ils sont exclusivement centrés sur les personnes qui ont besoin d'aide et sur les façons les plus adéquates pour y parvenir.»

Je ne doute pas de l'intérêt que présente la psychothérapie de type behavioriste dans de nombreuses situations. Si je souffrais de claustrophobie, c'est à cette approche que j'aurais recours. Cela ne veut pas dire toutefois que je me convertirais à la philosophie claustraphobe de Watson et Skinner. Ce sont ces théoriciens que j'attaquais. Je ne les ai pas traités plus cavalièrement qu'ils n'ont eux-mêmes traité les grandes traditions philosophiques et le simple bon sens; mais je regrette d'avoir ainsi élaboussé les thérapies behavioristes, parmi lesquels se trouvent certains de nos meilleurs psychiatres, le docteur Yves Lamontagne entre autres.



Lysiane Gagnon

La vache sacrée

Comment expliquer que le compromis boiteux que constitue l'Accord du Lac Meech soit devenu une telle vache sacrée?

On en est rendu au point où le degré d'attachement au Québec se mesure en fonction de l'appui à cet accord, et où ceux qui s'y opposent sont illico soupçonnés de déloyauté nationale. Dans le grand public, où fort peu de gens en connaissent le contenu, le jeu des images a tellement bien fonctionné qu'aujourd'hui, Meech égale Québec. Qui dit pro-Meech, dit pro-Québec.

Quant au reste du Canada, il suffit qu'un politicien ou un universitaire soulève des réserves pour qu'on l'accuse de préjugés anti-Québec. Cet accord, pourtant, ne tourne pas qu'autour de la question québécoise; il charmarde toute la dynamique canadienne, et les progressistes du Canada anglais peuvent avoir des raisons parfaitement légitimes de s'en inquiéter, parce qu'il amorce, par le double effet de l'opting-out et de l'abandon des standards nationaux, un mouvement de décentralisation difficilement compatible avec l'établissement de grands programmes sociaux (sous ce régime, par exemple, l'assurance-santé n'aurait jamais vu le jour).

Même le Parti québécois, qui s'y était vigoureusement opposé parce qu'il jugeait, avec raison d'ailleurs, que l'accord n'accorde pas de statut particulier substantiel au Québec et que cette reconnaissance du «caractère distinct» risque d'être surtout symbolique, n'en parle plus guère, espérant sans doute que l'échec appréhendé de l'opération lui apportera de l'eau au moulin en faisant la preuve que même les «demandes minimales» du Québec ne peuvent être agréées au Canada.

Bien sûr, c'est le seul compromis constitutionnel qui existe, le seul qui soit en vue (encore qu'il apparaisse de plus en plus compromis)... Mais rien ne dit qu'un compromis bâtarde produit par des tractations de dernière minute et inspiré par le besoin d'en finir davantage que par une vision politique digne de ce nom, soit mieux que rien.

À l'inverse, on pourrait aussi dire qu'un mauvais compromis est préférable à l'impasse. Quoiqu'il en soit, tout cela est éminemment discutable. Hélas! il n'y a plus de discussion.

Dans ce contexte de vide intellectuel, le retour en scène de Pierre Trudeau a au moins l'avantage de relancer un débat d'idées.

Sans doute aiguillonné par les obstacles qui s'accumulent maintenant sur la voie de l'accord, M. Trudeau est revenu cette semaine à la charge, pour défendre son propre dossier constitutionnel, et pour repartir à l'attaque contre «le monstre du lac Meech». D'abord en intervenant inopinément dans un débat à McGill, puis en contestant, dans une lettre ouverte publiée hier dans *La Presse*, une analyse de Marcel Adam concernant son engagement lors du référendum.

Une théorie communément répandue veut que M. Trudeau ait trompé les Québécois en leur faisant miroiter, s'ils votaient non, une réforme constitutionnelle qui s'inscrirait dans la ligne des revendications traditionnelles des gouvernements québécois. L'ancien premier ministre maintient qu'il n'a jamais fait de telles promesses.

Personnellement, je serais tentée de lui donner raison. Je n'ai jamais compris pourquoi tant de fédéralistes dits «modérés», à la Claude Ryan ou à la Solange Chaput-Rolland, ont crié au meurtre après le référendum en accusant Trudeau de les avoir bernés. Etait-ce pour se dédouaner auprès des milieux nationalistes? Parce qu'ils se sentaient coupables d'avoir tant milité en faveur du «non»? Pour se soustraire à la rancœur des perdants du «oui» en leur désignant un bouc émissaire?

Ce soir du 14 mai 1980, en entendant, au Centre Paul-Sauvé, M. Trudeau s'engager à «renouveler la constitution», je n'ai jamais cru deux minutes que cela signifiait qu'il voulait céder plus de pouvoirs au Québec, ni lui proposer un statut particulier (autre celui que constituait implicitement le droit de veto, que, par une suite d'erreurs historiques, le Québec a refusé).

Comme tous les observateurs de la politique, je savais que M. Trudeau n'avait jamais dévié d'un millimètre sur ces principes auxquels il tenait comme à la prunelle de ses yeux. Il ne pouvait, sans renier sa raison d'être en politique, s'engager à autre chose, en échange d'un «non» au référendum, qu'à des réformes touchant les droits linguistiques individuels. On peut penser qu'il s'agissait là, pour le Québec, d'un mauvais troc, mais on ne peut parler de fausses promesses.

Le journaliste Graham Fraser, qui relate ces événements dans son histoire du Parti Québécois, a une interprétation analogue: «Le changement, tel que (Trudeau) le concevait, avait toujours signifié le rapatriement de l'Acte de l'Amérique britannique du nord et la création d'une charte des droits.»

On n'a d'ailleurs qu'à retourner à son discours: il est vague, certes, mais il ne me semble pas ambigu au point où certains partisans du «non» l'ont affirmé. Voici l'extrait crucial, cité par Fraser dans la version française de son ouvrage: «Et je sais —, parce que je leur ai parlé ce matin, à ces députés — je sais que je peux prendre l'engagement le plus solennel qu'à la suite d'un «non», nous allons mettre immédiatement en marche le mécanisme de renouvellement de la constitution, et nous n'arrêterons pas avant que ce soit fait. Nous mettrons notre tête en jeu, nous, députés québécois, parce que nous le disons à vous, des autres provinces, que nous n'accepterons pas ensuite que ce «non» soit interprété par vous comme une indication que tout va bien puis que tout peut rester comme c'était auparavant. Nous voulons du changement, nous mettons nos sièges en jeu pour avoir du changement.»

Le «changement» subséquent s'est inscrit parfaitement dans la philosophie de Trudeau: la protection des libertés individuelles et l'octroi de nouveaux droits linguistiques (l'école française là où le nombre le justifie) aux francophones des autres provinces. On peut considérer que c'est là un droit illusoire, en comparaison avec les avantages concrets qu'apporterait le renforcement des pouvoirs du seul État où les francophones sont majoritaires, mais dans l'esprit de Trudeau, c'était une réforme capitale, une façon de permettre aux francophones de se sentir chez eux à travers le Canada et d'enrichir à jamais le caractère bilingue du pays. La preuve en est que seuls les chapitres sur les droits linguistiques échappent à l'empire de la clause dérogatoire. Trudeau a accepté, à son corps défendant, que la clause dérogatoire s'applique aux droits fondamentaux, mais pas aux droits linguistiques.

De toute façon, il me semble qu'on exagère l'impact de cette déclaration sur le vote référendaire. La présence de Trudeau et du French Power à Ottawa a sûrement été un facteur capital, mais je crois que même s'il n'avait pas promis de changement constitutionnel, le résultat du référendum aurait été à peu près le même.

Démocratie. Ô mon amour

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Tous les jeudis depuis deux mois, le journaliste-animateur Patrick Watson s'interroge, sur les ondes de Radio-Canada, sur la démocratie. Comment se crée-t-elle? A quoi sert-elle? Comment s'exerce-t-elle?

Mais nul besoin de remonter aux Athéniens ou au Boston Tea Party pour mieux s'instruire. Suffit de regarder autour de soi. À la «crise» au sein du RCM, par exemple, crise déclenchée par la soudaine démission de trois de ses conseillers, le 21 décembre dernier, et exacerbée par leur expulsion du parti. Crise qui sera (enfin) débattue mercredi prochain, lors d'un Conseil général du RCM.

Admettez que ça fait bizarre. Après tout, voici un parti bâti sur les principes du partage et du pluralisme. Un parti qui a ouvert les portes des officines municipales aux curieux et aux insatisfaits. Qui a promis un plan d'urbanisme de la ville — du jamais vu à Montréal — davantage d'espaces verts et de garderies et la promotion des femmes au sein de la fonction publique. Voici un parti entré en trombe à l'Hôtel de ville, il y a deux ans, sous la bannière: «Changeons Montréal pour le vrai!».

Alors, que sont nos démocrates devenus? Que s'est-il passé pour que quatre conseillers siègent aujourd'hui dans l'opposition? Accident de parcours ou soudain mépris de la démocratie?

Le démissionnaire Sam Boskey, lui, est catégorique. «On a toléré la dissidence jusqu'à ce qu'elle devienne efficace», dit-il. Selon le conseiller, et militant du RCM depuis 15 ans, beaucoup de choses ont changé depuis la prise du pouvoir en novembre 1986. D'abord, le parti — saigné de ses têtes pensantes depuis la victoire — vivote. Il n'est tout simplement pas de taille pour bien encadrer les élus. Et puis, le Conseil exécutif monopolise le pouvoir. Il y a sans doute, au sein de cette instance suprême, plus de collégialité et de transparence que par le passé, mais c'est lui qui mène. Peu de discussions, donc, au sein du caucus qui se contente d'entériner les décisions de l'exécutif, prises à huis clos. Et surtout, la philosophie du RCM s'est transformée: démocratisation et conscientisation ont cédé le pas à la bonne gestion et «modernisation de l'appareil».

«Je ne suis pas entré en politique pour décider de la couleur des murs des Maisons de la culture», dit M. Boskey. «J'y suis entré pour changer la nature du gouvernement municipal».

Chose certaine, San Boskey ainsi que les trois autres «objecteurs de conscience», Marvin Rotrand, Pierre Goyer et Pierre-Yves Melançon, se sont vus de plus en plus ostracisés au sein du caucus au fur et à mesure que leur opposition se faisait sentir. «Plusieurs conseillers en sont venus à nous marginaliser, nous ignorer, parfois à ne pas nous informer de la tenue de réunions. (...) Je me retire du caucus parce que c'est «invivable», a écrit Boskey dans sa lettre de démission. En entrevue, il précise que l'administration en est rendue à punir les méchants conseillers (comme lui) et à récompenser, par des promotions, les «bons soldats». Le président du Conseil exécutif, Michael Fainstat, aurait d'ailleurs fait circuler une liste de résolutions prises par son administration où sont inscrits les noms des voteurs dissidents. Difficile de ne pas voir là une incitation à la conformité.

Bref, les démissionnaires croient que la démocratie en a pris pour son rhume dans cette histoire. Jacques Desmarais, le nouveau président du RCM et l'homme qui n'a pas hésité à leur montrer la porte, n'est pas de cette avis.

«Je suis tanné de recevoir des leçons de démocratie, dit-il, de ceux qui ne se comportent pas en démocrates». M. Desmarais juge les dissidents très prompts à se plaindre devant les caméras, plutôt que de s'adresser aux instances du parti. «Seulement 36 heures avant cette démission en bloc, j'ai passé plusieurs heures avec Marvin Rotrand. Pas un mot sur sa démission. On m'a seulement laissé un message sur mon répondeur m'annonçant qu'il y aurait une conférence de presse à ce sujet, le lendemain».

Jacques Desmarais s'interroge donc sur le comportement de prima donna des dissidents. «Ce n'est plus de la dissidence, dit-il, c'est carrément de l'opposition». Et, bien qu'il soit d'accord que ces derniers n'aient pas eu la vie facile au sein du caucus, il ne croit pas à une «absence de volonté politique» au sein de l'administration. «La démocratisation procède aussi rapidement que le parti l'a décidé», précise-t-il. Les fameux Comités de conseil d'arrondissement — sévèrement critiqués par les démissionnaires comme étant une façade plutôt qu'une réelle démocratisation — sont selon Desmarais, les premiers balbutiements de la décentralisation du pouvoir. «Les dissidents veulent aller trop vite. Ils ne comprennent pas les petits pas; ils ne veulent pas laisser aux gens le temps de faire l'apprentissage de la démocratie. C'est, à mon avis, une vision naïve de la démocratie», dit le nouveau président.

Le rêve versus la réalité, les radicaux contre les modérés, l'idéalisme confronté au pragmatisme... Appelez ça comme vous voulez, c'est toujours de cette façon que se déroule la lutte pour la démocratie



M. Sam Boskey

et le progrès. D'abord, il y a le rêve et les grands principes; ensuite, l'action et la dure réalité. Et l'inévitable écart qui se creuse entre les deux, à tel point que les tenants du rêve ne se reconnaissent pas dans les tenants de l'action et vice et versa. Dommage.

Dommage, parce que la vérité n'est ni tout à fait dans un camp, ni tout à fait dans l'autre. En ce qui concerne la crise du RCM, il y a certainement eu des erreurs commises des deux côtés. Les dissidents ont raison de signaler les failles de l'administration municipale, car il y en a. Mais en refusant le dialogue, ils ont eux-mêmes manqué aux règles de la démocratie. Il faut, d'ailleurs, s'interroger sur la facilité des «radicaux» (où qu'ils soient) à s'isoler et ainsi, à se transformer en martyrs de la cause. Bien sûr, un souci de justice les motive. Mais pas seulement. Il y a aussi le besoin de se faire une belle jambe.

L'administration, par contre, est tombée dans le piège du pouvoir, l'autoritarisme. Comme si à force

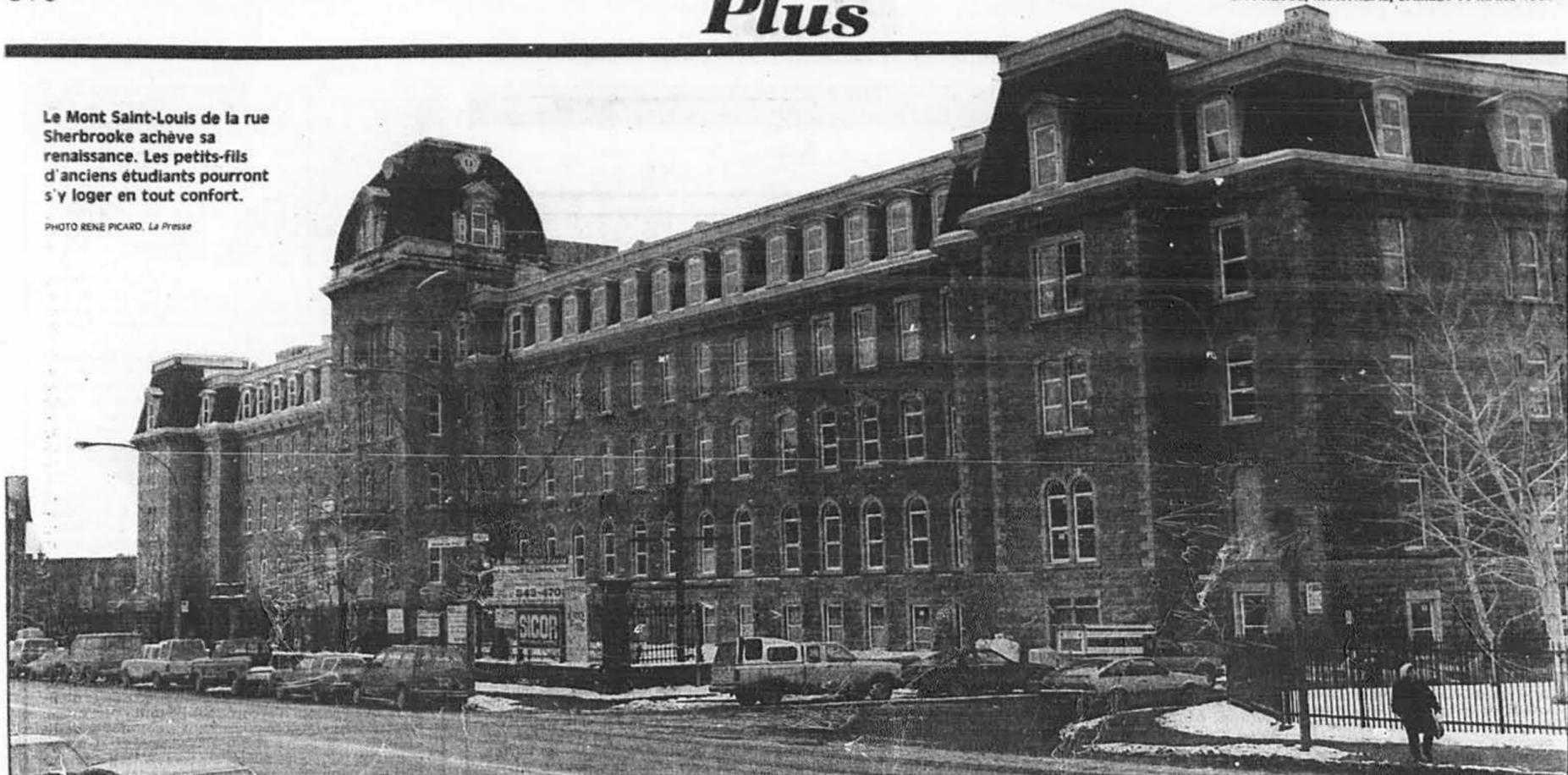
de mener la barque, les gens au pouvoir devenaient inévitablement convaincus d'avoir raison. Et puis, le pouvoir permet de se cacher derrière les autres. Ce que le Conseil des élus, et l'exécutif en tête, est trop heureux de faire derrière le hardi, et un peu prompt, Jacques Desmarais.

La crise du RCM se résorbera-t-elle lors du Conseil général du 15 mars? Sam le contestataire hoche la tête et Jacques le téméraire, lui, dit qu'il n'y a pas de solution idéale, seulement le dialogue.

Chose certaine, 15 ans après sa création, le RCM fait face à un dilemme d'envergure. Ou bien il rapatrie les brebis — au nom du principe fondateur de «rassemblement» — et s'accommode tant bien que mal des tiraillements internes que cela implique, ou bien, au nom de la cohésion, il les envoie paître pour de bon et abandonne ses prétentions à la grande pluralité.

Le Mont Saint-Louis de la rue Sherbrooke achève sa renaissance. Les petits-fils d'anciens étudiants pourront s'y loger en tout confort.

PHOTO RENÉ PICARD, La Presse



Le Mont Saint-Louis, transformé en condos, revivra en mai

MARIANE FAVREAU



Quand on a inauguré le Mont Saint-Louis, en 1888, qui pouvait deviner qu'un siècle plus tard, des appartements remplaceraient les dortoirs et les salles de cours de cette immense institution de la rue Sherbrooke?

Et pourtant, par une opération de sauvetage encore plus spectaculaire que celle du couvent du Bon-Pasteur voisin, le Mont Saint-Louis est en train de s'assurer au moins un autre siècle de beaux jours.

Guy Legault, ex-président de la Société municipale d'habitation de Montréal qui est à l'origine du projet, est maintenant attaché à la Société d'habitation et de développement de Montréal qui lui a succédé. Il est l'architecte conseil du projet réalisé par l'architecte Claude Gagnon.

«C'est un immeuble qu'on a sauvé, affirme M. Legault. Il était dans un état de délabrement avancé quand la SOMHAM en a pris possession en 1986. Et nous avons eu des problèmes de structures à solutionner.»

Signe du destin? M. Legault est lui-même un ancien élève du Mont Saint-Louis. Il y a donc une longue amitié entre l'ancien bâtiment et l'architecte.

Le collège Mont St-Louis existe toujours. En 1969, il a déménagé boulevard Henri-Bourassa. Il fête cette année son 100^e anniversaire. Quant au vénérable immeuble construit par les Frères des écoles chrétiennes, rue Sherbrooke, il avait été abandonné pendant une dizaine d'années après que le Cégep du Vieux-Montréal, qui en avait hérité en 1969, ait emménagé dans ses nouveaux locaux, rue Ontario. Le cégep en envisageait même la démolition, mais un classement comme monument historique a sauvé in extremis le Mont Saint-Louis, en 1979.

Mais dans quel état? Quand la SOMHAM en a pris possession en 1986, il n'avait pas été chauffé pendant 10 ans, l'eau s'était infiltrée dans les murs et la charpente, y causant des dommages considérables, indique M. Legault. La chaufferie, la chapelle et l'infirm

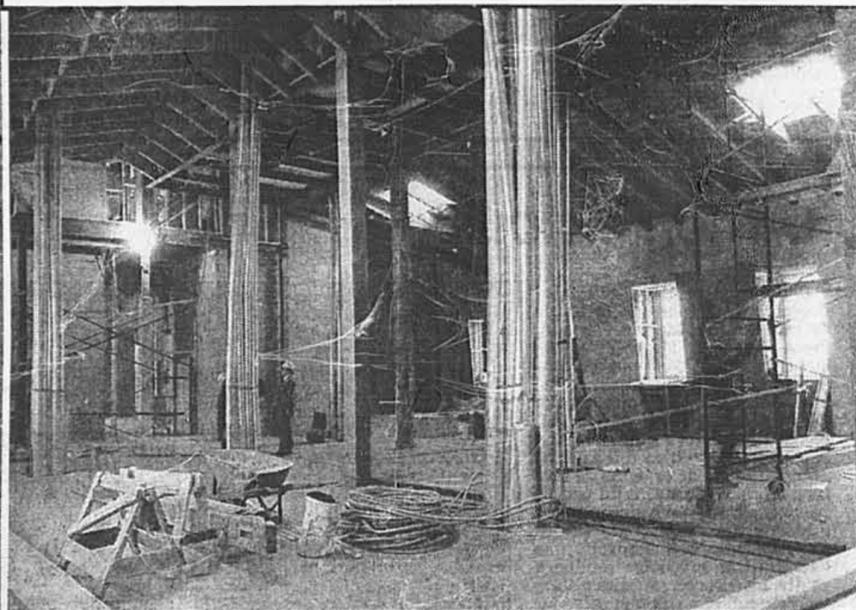


PHOTO PAUL H. TALBOT, La Presse

Les appartements qui seront aménagés dans l'ancien gymnase en conserveront le plafond embossé et les cintres métalliques (photo de gauche). Au dernier étage, on conserve les plafonds d'origine, bien sablés, qui seront piqués de puits de lumière.

merie avaient été démolies avant que la ville n'en prenne possession. Ces constructions, à l'arrière de l'immeuble, exerçaient une pression sur le sol qui menaçait de s'effondrer.

Les travaux de charpente ont été réalisés en 1987. Des travaux d'entretien préventif avaient été entrepris dès 1985. La transformation de l'ancien collège en appartements s'achève. On prévoit que les premiers occupants pourront emménager en mai, six mois plus tard qu'initialement prévu, à

cause de «surprises» dans la restauration.

Plafonds de 15 pieds et mezzanines

L'enveloppe de pierre de l'immeuble de cinq étages, qui s'étend sur plus de 400 pieds le long de la rue Sherbrooke, entre Hôtel-de-ville et Sanguinet, a été gardée intacte. Des fenêtres modernes, oscillo-battantes sur charnières, ont remplacé l'ancienne fenestration dans les ouvertures de 2,5 mètres de hauteur.

On a ajouté un garage souterrain de 80 places, sous le jardin en avant de l'immeuble, qui sera reconstitué avec sa grille. On a muni l'immeuble de trois ascenseurs, correspondant aux trois parties distinctes du bâtiment.

Même si on a posé d'autres planchers sur les anciens, on a gardé la hauteur originale des étages, soit une quinzaine de pieds. Si bien qu'à partir du deuxième étage, tous les appartements peuvent bénéficier d'une mezza-

nine. On a construit des doubles cloisons entre chacun des logis, leur assurant une meilleure insonorisation.

La diversité est l'une des caractéristiques des nouveaux appartements. Raymond Leclerc, chargé des acquisitions et ventes à la SHDM, explique qu'on avait conçu au départ 59 modèles d'appartements, s'ajustant aux espaces retenus. Mais on en est maintenant à près de 90 appartements différents, chacun y ajoutant ses idées personnelles.

De son côté, M. Legault observe que les appartements ne sont pas vraiment luxueux. «Le luxe qu'on offre, c'est la lumière et l'espace.» Les anciennes pierres sont conservées en maints endroits, de même que d'anciens murs de briques qui s'intègrent à la décoration. On peut même réutiliser, en décoration, d'anciennes cloisons vitrées et des boiseries.

Au dernier étage, le plafond de bois du grenier, des poutres et des colonnes d'origine apportent un cachet unique. Quelques appartements, donnant à l'arrière, jouissent d'un balcon. Notamment la terrasse faitière (penthouse) logée dans la tour carrée au-dessus de l'entrée principale.

\$173 le pied carré

La restauration du Mont Saint-Louis aura coûté \$17 millions. Elle s'autofinance par la vente des 105 appartements (condos), au prix moyen de \$165 000 (environ \$173 le pied carré).

Si on a vendu des studios à \$70 000, la vingtaine d'appartements encore à vendre coûtent entre \$170 000 et \$250 000. Les appartements sont le plus autonomes possible, ce qui devrait garder les frais de condos relativement bas.

Les auteurs du sauvetage sont manifestement fiers du résultat. «C'est une restauration qu'il faut avoir faite une fois dans sa vie, estime M. Legault. Il s'agit d'un monument qui s'inscrit dans l'histoire de Montréal et qui a marqué le Québec. Aussi sa restauration est-elle un acquis pour le patrimoine.»

Le Mont Saint-Louis avait été renommé, au début du siècle, pour ses cours scientifique et commercial, donnés en anglais et en français. Ses finissants étaient admis directement aux facultés de sciences des universités de Montréal et McGill, et en deuxième année de Polytechnique.

Des étudiants venaient d'aussi loin que le Mexique et l'Amérique du Sud pour le fréquenter, comme pensionnaires ou externes. Le célèbre Émile Nelligan y a peut-être pris le goût de la poésie.

M. Legault est de ceux qui ont fait figure de pionniers avec la restauration du Marché Bonsecours, en 1963, alors que l'opinion publique n'était pas encore acquise à cette politique. Mais depuis, les idées ont changé et c'est plutôt la démolition de tels monuments qui serait scandaleuse.

Le vérificateur général défend son rapport sur la CSST

RUDY LE COU S



Le vérificateur général du Québec maintient l'ensemble des critiques et commentaires qu'il a formulés dans son rapport annuel à l'égard de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la CSST.

Dans son édition du 14 janvier, La Presse avait rapporté dans son cahier PLUS une série de critiques adressées au vérificateur Rhéal Chatelain. Pour une rare fois, représentants syndicaux et patronaux au conseil de la CSST étaient sur la même longueur d'onde. Même la présidente de la Commission, Mme Monique Jérôme Forget, opinait que l'équipe de M. Chatelain errait lorsque, notamment, elle se référait au dictionnaire plutôt qu'à la jurisprudence pour définir ce qu'est une blessure.

La Presse avait alors tenté d'obtenir les

commentaires du vérificateur devant ces critiques. Celui-ci avait décliné l'offre, alléguant qu'il réservait ses commentaires pour sa comparution devant la Commission parlementaire du budget et de l'administration.

En comparaisant le 1^{er} mars, M. Chatelain a déposé un document de huit pages dans lequel il commente — en les réfutant presque toutes — les observations faites par les personnes interrogées dans le cadre de ce dossier.

Avant d'entrer dans le détail, précisons que l'impression qui se dégage de l'ensemble du document est celle d'un profond malaise, de tensions manifestes, entre la direction de la CSST et l'équipe du vérificateur général.

Comme il l'avait fait dans son rapport, il reproche à Mme Forget de ne pas lui avoir fait part de ses critiques après qu'il lui eut fait connaître la teneur de son rapport quelques mois avant sa publication. «Elle a ainsi privé l'Assemblée nationale d'une information qui lui aurait été fort utile pour pouvoir exercer son devoir de surveillance (...) Elle a plutôt répondu par

l'entremise des médias après le dépôt du Rapport annuel de l'Assemblée nationale.»

À propos de la fameuse définition du dictionnaire, M. Chatelain tourne long-temps autour du pot avant, finalement d'être forcé d'admettre «qu'en l'absence d'une définition de blessure dans la loi, on doit s'en référer à celle du dictionnaire.»

M. Chatelain rejette carrément une des critiques les plus sévères adressées par les représentants syndicaux de la FTQ, la CSN et la CSD, unanimes sur ce point: il n'aurait pas examiné le fonctionnement de la CSST du point de vue du travailleur accidenté. «Cette affirmation est inexacte, écrit M. Chatelain. On s'est assuré que les accidentés ont reçu ce à quoi ils avaient droit.»

Il donne, certes, deux exemples qui appuieraient ses dires. Cependant, il confirme, ce faisant, que jamais son examen n'a consisté à suivre tout le cheminement d'un travailleur accidenté dans les rouages ou les méandres de la CSST. Il examine plutôt minutieusement la machine en action.

M. Chatelain n'accepte pas non plus la

critique selon laquelle il aurait omis de s'entourer de personnes ressources en droit du travail alors qu'il pouvait compter sur des spécialistes en médecine du travail, en actuariat, en informatique et en optimisation des ressources. M. Chatelain objecte qu'un des médecins spécialistes était avocat sans préciser sa spécialité. Il ajoute que d'autres avis juridiques ont été de plus obtenus d'un cabinet externe d'avocats.

Le vérificateur général s'oppose particulièrement à la thèse syndicale voulant que la multiplication des contrôles à la CSST depuis quelques années était en grande partie responsable des délais accrus dans le traitement d'un dossier. «L'amélioration ou le resserrement des contrôles n'implique pas nécessairement des délais plus longs», opine-t-il simplement.

M. Chatelain ne souscrit pas non plus aux critiques du président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour, selon qui la CSST aurait suivi ses recommandations au fil des ans. M. Chatelain affirme que certaines ont dû être réitérées plusieurs années de suite comme celles sur le contrôle de la qualité et sur l'absence de rapport actuariel.



Rhéal Chatelain

Vancouver et l'«invasion» asiatique

DANIEL RAUNET
collaboration spéciale
VANCOUVER

Sur la côte du Pacifique, cela s'appelle le stop à la californienne. Une Mercedes ralentit à l'approche du panneau stop et pointe son capot de luxe dans l'intersection. Sur de son bon droit, un deuxième automobiliste bloque le malotru. Tout le monde sort sur la chaussée pour s'expliquer. Le chauffeur de la Mercedes est asiatique. Un attroupement se forme. Les commentaires racistes fusent: «stupid chink», «go home», «si tu ne sais pas conduire, rentre chez toi». Et la Mercedes repart précipitamment.

Nous sommes à Point Grey, un promontoire cossu à proximité de l'université. Les demeures prospères qui surplombent la baie essaient de ressembler aux manoirs tudor ou aux cottages du Kent. Des altercations inconvenantes en pleine rue, voilà qui est nouveau pour les beaux quartiers de Vancouver.

En fait, les sentiments anti-asiatiques de l'establishment vancouverois ne s'expriment publiquement que depuis un événement précis: la vente, cet automne, d'une centaine d'appartements de luxe en bordure de l'ancien site de l'Expo 86, sur les rives de False Creek, un plan d'eau magnifique à deux pas du centre-ville.

Les logements avaient été directement vendus en Asie, sans avoir été offerts sur le marché canadien.

Le coupable était identifié par la presse, la compagnie Concord Pacific, représentante locale du nouveau propriétaire du site de l'Expo, le milliardaire Li Ka-Shing, de Hong Kong. Le fils de ce dernier, Victor Lee, citoyen canadien, s'est depuis excusé et a promis d'offrir ses prochaines aubaines aux investisseurs locaux, mais le malaise ne s'est toujours pas dissipé.

Vancouver est à vendre. Les Vancouverois peuvent de moins en moins se payer leur propre ville. Selon le Greater Vancouver Real Estate Board, le prix de vente moyen des maisons unifamiliales a augmenté de 47 p. cent en l'espace d'un an. Un prix de vente qui n'est pas à la portée de toutes les bourses: \$238 000! Et encore ne s'agit-il que de statistiques régionales qui englobent les banlieues les moins désirables. Dans l'ouest de la ville, il est désormais fréquent de déboursier \$400 ou \$500 000 pour un «bungalow» d'un millier de pieds carrés. La spéculation bat tous les records, tant en ce qui concerne le nombre des transactions (81 p. cent de plus que l'an dernier) que le niveau des prix.

Depuis deux mois, les manchets des journaux blâment les Asiatiques. Dans un article récent intitulé la «Hong Kong Connection», le Vancouver Sun affirme que 30 p. cent des logements vendus en octobre 88 l'ont été à des Orientaux, en majorité originaires de Hong Kong. L'expiration du bail britannique en 1997 et les incertitudes de l'annexion à la

Chine suffisent à expliquer l'intérêt des citoyens les plus riches de la colonie pour la sécurité d'une ville comme Vancouver, qui a déjà une importante communauté chinoise.

Les nouveaux-venus ne sont pas regardants. Ils ont beaucoup d'argent et ils viennent de pays où le coût de l'immobilier est beaucoup plus élevé. Selon les statistiques fédérales, les 622 citoyens de Hong Kong que la Colombie-Britannique a accueillis l'an dernier dans les catégories «investisseurs et entrepreneurs» ont déclaré avoir importé \$781 millions au pays.

Indice révélateur de sommes probablement beaucoup plus importantes, puisque les investisseurs ne réclament pas tous le statut d'immigrant et que la plupart des immigrants sont admis dans des catégories différentes. Le flot des arrivants asiatiques a toujours été important en Colombie-Britannique (plus de 11 000 personnes en neuf mois, le tiers en provenance de Hong Kong), mais ce qui a changé, c'est qu'il ne s'agit plus de paysans et de réfugiés économiques.

La fièvre de l'immobilier s'est emparée de la ville. Des résidences évaluées à \$185 000 il y a deux ans se vendent un demi-million. L'épidémie frappe tous les milieux. Un des exemples les plus curieux se trouve au siège du Centre culturel francophone de Vancouver. Les dirigeants de la communauté francophone locale voulaient acheter le terrain, démolir le bâtiment vétuste qui s'y trou-



Une rue du quartier chinois de Vancouver.

vait et y construire une «Maison de la Francophonie» flambant neuve. Mais le conseil d'administration n'a pas pu résister à l'offre d'un certain M. Huang: fin janvier, le Centre achetait le terrain pour \$350 000. Un mois plus tard, il le revendait à un groupe d'investisseurs de Taiwan pour \$712 000. La francophonie n'a plus ni maison ni terrain, mais elle a fait un joli coup d'argent.

Jacques Khouri, promoteur immobilier, souligne que les investissements asiatiques n'expliquent pas tout. La spéculation est tout autant alimentée par ceux dont on ne parle pas, par exemple des Torontois qui déménagent à

Vancouver et qui disposent de fonds substantiels après avoir vendu leur propre résidence sur le marché surchauffé de l'Ontario. Mais contrairement aux cycles précédents, prédit Jacques Khouri, les prix resteront élevés. «Vancouver fait désormais partie d'un marché international.» Autrement dit, le prix des appartements à Tokyo, Hong Kong ou New York joue autant sur le marché local que la capacité de paiement des Britanno-Colombiens.

Dans une rare intervention publique, le lieutenant-gouverneur de la province déclarait récemment qu'il comprenait le malaise de ses concitoyens face à l'afflux

des Asiatiques: «Les gens sont inquiets de leur culture, légitimement préoccupés de leur avenir et des conséquences pour leur héritage. On ne peut pas les qualifier sommairement de racistes.» Détail important, Son Excellence David Lam est lui-même arrivé de Hong Kong, il y a vingt ans, et c'est dans l'immobilier qu'il a fait fortune.

Parmi ces citoyens «inquiets», l'ancien maire de Vancouver, Jack Volrich, lançait il y a deux mois une nouvelle organisation, la «British European Immigration Aid Foundation» dans le but de défendre «les véritables fondateurs du Canada», les éléments de souche nord-européenne. «Que ça nous plaise ou non, précise Rex Werts, un des dirigeants de l'organisation, la Colombie-Britannique prend un caractère de plus en plus oriental.»

Les investissements asiatiques constituent désormais le thème politique numéro un. Le 15 mars, la circonscription de Point Grey va remplacer un député provincial créditiste, Kim Campbell, passé en politique fédérale. Prudent, le candidat gouvernemental local, Michael Levy s'est démarqué publiquement du premier ministre Bill Vander Zalm, dont la cote de popularité est au plus mal. Mais, de l'aveu de tous les candidats, ce n'est pas de Vander Zalm dont parlent les électeurs cette année, mais du «raz de marée» asiatique. Le NPD, sûr de son coup, promet une taxe de 80 p. cent sur le profit des maisons revendues dans l'année-même. Le ministre provincial des finances Mel Couvelier s'en tient, par contre, au laissez-faire: on ne peut pas, dit-il, enrayer la spéculation. En attendant, sur les pelouses de Point Grey fleurissent les panneaux: des panneaux NPD, des panneaux libéraux, quelques panneaux créditistes, mais surtout... des panneaux «à vendre».

Le RCM se penche sur le cas de ses dissidents



AGNÈS GRUDA

Depuis que quatre conseillers de l'équipe Doré ont claqué la porte du caucus pour former un «groupe parlementaire indépendant» à l'hôtel de ville de Montréal, le RCM vit avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

De deux choses l'une. Ou bien le parti trouve une façon de se débarrasser des quatre dissidents, au risque de provoquer une crise politique majeure parmi ses troupes.

Ou alors il accepte de cohabiter avec quatre francs tireurs de la politique municipale, qui affirment parler en son nom, tout en demeurant parfaitement incontrôlables pour les hautes instances du RCM.

Délicat dilemme, qui sera le principal sujet de discussion au prochain conseil général du RCM, le mercredi 15 mars. Le conseil général doit en effet se pencher sur le statut du conseiller Pierre-Yves Melançon, qui a démissionné du caucus en octobre dernier, et de ses collègues Sam Boskey, Marvin Rotrand et Pierre Goyer, qui l'ont suivi deux mois plus tard.

La direction du RCM avait alors répliqué en expulsant les démissionnaires de ses rangs (ou plutôt en concluant qu'ils

s'étaient de facto expulsés eux-mêmes), pour les réintégrer par la suite, en attendant la rencontre du 15 mars.

Depuis, l'hôtel de ville de Montréal, où le parti du maire Doré dispose de la majorité absolue, vit à l'heure des Quatre Mousquetaires, qui dénoncent la centralisation du pouvoir, exigent la levée du huis clos sur les réunions du Comité exécutif, interrogent, achalant et dérangent l'administration, bref jouent le rôle d'une véritable opposition. Tout cela au nom de la fidélité au programme du RCM.

La situation est pour le moins ambiguë, reconnaissent les militants et conseillers du RCM que La Presse a interrogés cette semaine. «Rien, dans nos statuts, ne prévoit quoi faire avec ça», constate Caroline Singleton, militante de longue date dans Notre-Dame-de-Grâce. Un militant de Snowdon (le district de Marvin Rotrand) dit soutenir à 100 p. cent son conseiller, mais déplore que son quartier ne soit plus représenté au caucus.

«Nous sommes sur la corde raide», affirme Anne-Marie Allaire, coordonnatrice de l'association du RCM dans Mile-End/Jean-Talton. «Si les dissidents devaient être expulsés, ça démobiliserait pas mal de monde. On aurait des décisions à prendre, tant sur le plan personnel que comme exécutif local», ajoute-t-elle. Lire: si les dissidents sont chassés du parti, plusieurs militants pourraient décider de leur emboîter le pas.

Même son de cloche dans Pointe-Saint-Charles, où les mili-

tants seraient prêts à remettre en question leur appartenance au RCM dans le cas d'une expulsion des dissidents, selon le conseiller de ce district, Marcel Sévigny.

M. Sévigny, qui avait failli prendre le bateau de la dissidence mais s'était ravisé à la demande de son association locale, croit que quelques conseillers hésitants pourraient eux aussi saisir l'occasion pour rejoindre les «indépendants.»

Attention: fragile

La situation est explosive, dit M. Sévigny, et la direction du RCM l'a apparemment compris.

Car contrairement à ce qu'appréhendaient les dissidents, la proposition qui sera présentée cette semaine au conseil général n'adopte pas la ligne dure. Et il n'y est pas question d'expulser les dissidents.

Il s'agit plutôt d'une tentative de compromis, qui rejette l'idée de la présence de deux «groupes parlementaires» du RCM à l'hôtel de ville, mais suggère de prendre encore quelques mois pour tenter de trouver une solution politiquement acceptable pour tous. Idéalement, ce compromis devrait permettre aux dissidents de réintégrer le caucus, où l'on amènerait de nouvelles règles du jeu pour laisser plus de place à la dissidence.

Autant résoudre la quadrature du cercle, convie Marcel Sévigny, qui estime que tôt ou tard, il faudra affronter la crise. Plus tôt que tard, dit-il: pas question de laisser l'abcès crever au prochain

congrès du parti, en novembre, à un an des élections municipales.

Pour leur part, les «quatre» n'excluent pas l'idée de revenir au caucus, mais ils posent leurs conditions, au nom du droit à la dissidence. Et la majorité n'est peut-être pas prête à leur ouvrir grand les bras.

«La situation qu'on vit, nos quatre collègues d'en face l'ont créée de toutes pièces, sans avertir personne, et sans respecter nos règles de fonctionnement», dit le conseiller André Lavallée, président de la Commission d'aménagement.



Le maire Jean Doré

«Ces gens-là ne sont pas capables de fonctionner à l'intérieur d'un parti où les décisions sont prises collectivement. Ils veulent driver individuellement, sans rendre de comptes à personne. Ils sont adultes, ils sont vaccinés, s'ils veulent devenir l'opposition, et bien qu'ils l'assument», s'indigne M. Lavallée. Autrement dit, s'ils veulent jouer les empêcheurs de réglementer en rond, qu'ils quittent le parti.

Les propos de M. Lavallée reflètent l'épreuve de force qui s'est engagée à l'hôtel de ville entre la majorité et les «indépendants». La guerre s'est jusqu'à maintenant jouée sur deux fronts: celui des Commissions permanentes (les dissidents voudraient siéger à deux par commission, avec droit de vote), et celui du fonds de recherche et de secrétariat alloué aux partis d'opposition et aux conseillers indépendants.

Pour le moment, les démissionnaires ont perdu les deux batailles. Pierre-Yves Melançon a même porté sa cause devant les tribunaux: il a présenté cette semaine une requête en Cour supérieure pour contester sa destitution comme président de la Commission de l'administration et des finances.

Le retour de la «vieille garde»

Paradoxalement, en se dissolvant du caucus, les dissidents ont redonné un nouveau souffle au RCM, constatent plusieurs militants, qui trouvaient qu'au lendemain des élections, le parti s'était quelque peu assoupi.

Symptôme de cet assoupissement: le RCM comptait quelque 20 000 membres en 1986; aujourd'hui il n'en a plus que 8 000. D'accord, la période pré-électorale avait gonflé artificiellement le membership. Mais il n'y a pas que ça, il y a aussi un malaise profond, murmure-t-on dans les districts. Malaise qui transparaît dans le bilan des deux premières «années Doré» dressé récemment par la base du RCM, qui reproche à l'administration municipale son attitude dans le dossier Overdale, des prises de position contraires au programme du parti, la lenteur à instaurer certaines réformes, etc.

Or, dans Notre-Dame-de-Grâce par exemple, une quinzaine de militants de la «première cuvée», qui s'étaient désintéressés du parti dans les mois suivant l'élection du RCM, refont surface pour soutenir les dissidents.

Claudette Godley, directrice d'un centre de crise en santé mentale, est de ceux-là. Elle avait quitté le RCM un an après la prise de pouvoir, parce qu'elle trouvait que la nouvelle administration n'apportait rien de nouveau. «S'il s'agit seulement de gérer une ville de façon traditionnelle, on n'a pas besoin d'un parti politique pour ça, il suffit de quelques diplômés des HEC», dit-elle.

Elle a rattrapé au lendemain des démissions, comme une quinzaine de ses compagnons de la «vieille garde.» Car, dit-elle à la blague, «il n'y a rien comme une bonne bataille pour faire sortir les vieux militants.»

Salinas remonte une pente très rude

FRANCIS PISANI
collaboration spéciale
MEXICO

Quand il est entre en fonction le 1^{er} décembre, Carlos Salinas apparaissait comme le président le plus faible de l'histoire du Mexique moderne au début de son mandat. Cent jours plus tard, le bilan est meilleur qu'on n'aurait pu le craindre, mais aucun des problèmes de fond n'est résolu.

La pente était rude à remonter. Sa légitimité était contestée par la moitié du corps électoral. Il comptait beaucoup d'ennemis qui lui reprochaient d'être plus technocrate que politique. Au sein de la population, on ne lui pardonnait pas d'avoir été le maître d'oeuvre de la politique d'austérité du président de la Madrid, qui s'est traduite par une réduction de près de 50 p. cent du pouvoir d'achat des salaires.

Mais il en fallait plus pour abattre cet homme ambitieux et sûr de son destin. Piaffant sur la ligne de départ, Salinas marqua son premier point dès avant le coup de sifflet en obtenant, fin novembre, un crédit spécial du trésor américain. Un signe de confiance.

Le 12 décembre, il signait avec travailleurs et patrons un «pacte pour la stabilité et la croissance

économique» qui comprenait un dévaluation progressive (10 p. cent en sept mois), une libération des prix et une augmentation du salaire minimum. Sans renoncer à lutter contre l'inflation, il s'agissait d'amorcer une transition avec espoir de relancer la croissance à la fin de 1989.

En même temps, Salinas donnait l'ordre à ses fonctionnaires de «renégocier» la dette extérieure du pays et leur demandait de trouver en argent frais la bagatelle de \$7 milliards par an pour assurer le minimum de croissance indispensable.

Le 14 décembre, Manuel Camacho, maire de Mexico désigné par le président, annonçait un plan de lutte contre la pollution. Pour la première fois, ce plan comprend des mesures autoritaires comme le retrait des véhicules les plus polluants et la fermeture des écoles pendant la période la plus dangereuse.

Recours à la force

Dans un pays en proie à une crise économique qui n'en finit pas et dans lequel le mécontentement politique est amplement répandu, il n'était pas inutile de montrer que le gouvernement était capable d'utiliser la force.

L'occasion fut offerte par un groupe de prisonniers qui, à Tepic (nord du pays) s'emparèrent le 23 décembre de plusieurs ota-

ges. 36 heures plus tard, ils étaient libérés par une unité d'élite venue de la capitale, les «Zorros». La plupart des mutins ont été vus vivants (et filmés) hors de la prison après l'assaut. Ils auraient par la suite été obligés, par les Zorros, à réintégrer le bâtiment et exécutés.

Mais le grand coup de ces cent jours est l'action entreprise contre Joaquín Hernández, plus connu sous le nom de «La Quina». Le 10 janvier, la police et l'armée se présentèrent avec un mandat d'arrêt pour trafic d'armes, devant la maison de l'homme fort du syndicat des travailleurs du pétrole. Les gardes du corps de La Quina ayant fait usage de leurs armes à feu, l'armée se fraya un chemin à coup de bazooka.

Le «Petit Salinas» venait de «tomber» un cacique redoutable, qui contrôle un million de votes et qui dirige une douzaine de députés dans l'actuelle Assemblée. Un homme qui s'était permis de dire: «Bon gré mal gré, le président de la Madrid devra être notre ami» et avait eu droit, après quelques mois de vaines escarmouches, à l'accolade présidentielle et à un certificat de qualification de «modèle d'honnêteté». Or, chacun sait, même le président, que La Quina contrôlait personnellement des sommes dont on dit qu'elles seraient suffisantes pour payer une partie de la dette extérieure.

L'action a été bien reçue par la population. «En s'attaquant à La Quina, un intouchable pour les administrations antérieures, Salinas a montré qu'il était capable d'actions énergiques», estime Joe Keenan, rédacteur en chef du Mexico Journal. La gauche, dans un premier temps, a jugé bon de critiquer le recours à l'armée contre un dirigeant syndical.

Un faux pas aux yeux de l'opinion, qui venait à point pour le président. Après avoir réuni en quelques mois plus d'un tiers de l'électorat sur son nom, Cuauhtémoc Cardenas, candidat à l'élection de juillet dernier, éprouve des difficultés. Les dirigeants de son Parti révolutionnaire et démocratique ont bien du mal à dépasser les rancœurs accumulées entre formations rivales, peu disposées à se fondre dans une seule organisation. Une oeuvre de longue haleine.

Pour faire bonne mesure, Salinas a fait arrêter le 14 février Eduardo Legoretta, ami personnel, trésorier de la commission chargée du financement de sa campagne électorale, frère du patron des patrons et président d'une importante maison d'agents de change. Il est accusé de pratiques illégales lors du crash d'octobre 1987 et cotoie dans sa prison de gros industriels accusés de fraude fiscale.

Peut-on prétendre à la moder-

nité sans faire quelque chose en faveur des droits de l'homme? Apparemment, Salinas ne le pense pas. Ainsi a-t-il déclaré, le 23 février, son intention de libérer 403 détenus, dont son ministre de l'intérieur Fernando Gutiérrez. Il nie qu'ils soient des «prisonniers politiques», comme l'affirme Amnesty International, tout en reconnaissant qu'ils ont agi pour des raisons «sociales ou politiques».

L'énorme dette

Le jeune Salinas (41 ans) a donc surpris par son audace et son imagination. Il a su mettre à profit tous les avantages que confère le pouvoir politique alors que ses adversaires s'enlisent. Il a démontré, au terme de ces 100 premiers jours qu'il a l'étoffe d'un président. Mais la gravité de la crise demande un homme exceptionnel et les problèmes essentiels n'ont pas encore trouvé de réponse.

Les mesures prises sont souvent populaires mais insuffisantes pour créer un climat de lune de miel. Elles suscitent des inimitiés dans certains secteurs. C'est le cas du patronat qui, après avoir serré les rangs devant la menace venue de la gauche, commence à hésiter. L'action contre Legoretta y contribue ainsi que les mesures contre les fraudeurs. Résultats: les capitaux ont de nouveau la bougeotte.

L'action contre La Quina a par ailleurs rendu nerveux tous les «parrains». Les tensions sont perceptibles au sein du gouvernement et la lutte pour la succession, qui normalement fait rage dans la cinquième année du sexennat, semble être déjà commencée.

Le gros point noir demeure la question de la dette. Le ministre des Finances vient de faire le tour des principaux créanciers sans convaincre de faire le geste dont le pays a besoin. La presse, qui sait tenir compte de ce qu'on lui souffre dans les ministères, parle d'une inéluctable suspension de paiement des intérêts au cas ou un accord n'interviendrait pas. Il se peut que le gouvernement n'ait pas d'autre solution. Les réserves sont inférieures à \$7 milliards alors que balance des paiements et balance commerciale présentent des soldes négatifs.

L'édifice construit avec un certain courage politique est encore fragile. La première échéance est proche. Salinas devra choisir entre son passé de technocrate et son présent d'homme politique. Les récents événements du Venezuela montrent qu'en Amérique latine, la marge de manoeuvre est de plus en plus étroite.

FRANCIS PISANI est un journaliste pigiste en poste à Mexico.

Rio de Janeiro: une lutte à finir contre la pègre

CLAUDE ARCHAMBAULT
collaboration spéciale

Tour à tour, les deux hélicoptères survolent la favela de Cantagalo, à proximité d'Ipanema, quartier cossu de Rio de Janeiro, l'ancienne capitale du Brésil. Au pied du bidonville accroché à la montagne, une dizaine de policiers fortement armés gravissent sans enthousiasme l'escalier qui mène au sommet de la favela.

Cet «assaut» ne produira pas de résultats spectaculaires: l'arrestation d'une douzaine de suspects âgés de quinze à vingt-deux ans. Ceux qu'on recherchait, à savoir les chefs de bande dénommés «Charuto» et «Pe», sont terrés dans le dédale d'escaliers, de ruelles et de masures du «morro». Ou ils ont pris la fuite.

Dans sa troisième et dernière journée, l'opération policière se déroule un dimanche midi devant les journalistes et leurs caméras. Vendredi, l'apparition des policiers avait été saluée dans les hauteurs par les crépitements de tirs de mitraillettes et d'autres armes automatiques. Fort d'une quarantaine d'hommes, le contingent des gardiens de l'ordre s'était maintenu à distance prudente.

Les habitants de ce bidonville ne sont pas des criminels, mais le cadre est propice aux agissements et à la dissimulation de hors-la-loi que chacun s'abstient de dénoncer par peur des représailles. «Pour que la police s'aventure là-haut, il faut que l'exaspération des gens de la favela s'ajoute aux plaintes des occupants des grands immeubles d'en-bas, près de la colline!» dit la tenancière d'un magasin de jouets.

L'événement n'aura pourtant suscité l'attention que par la futilité que lui prêtent des observateurs, selon qui la corruption préserve les malfaiteurs d'une véritable répression.

Dans les rues voisines, une foule indifférente transpire sous la canicule. C'est l'heure du repas. Les quelques badauds qui suivaient de loin le manège des policiers et des journalistes s'estompent bientôt dans la cohue.

La police militaire

Ici, sortant d'une fourgonnette, un détachement de la Polícia Militar, dont les membres portent un brassard disant «troupe de choc», interpelle des passants au hasard pour un contrôle d'identité qui est accepté avec résignation.

Les tristement célèbres *Escadrons de la Mort* sont, de nos jours, généralement associés à la junte militaire qui a quitté le pouvoir en 1985. Mais l'uniforme, quel qu'il soit, inspire encore la crainte.

De rares coups d'éclat dans la répression du trafic des narcotiques rappellent d'ailleurs que les vieilles méthodes sont encore de mise. L'été dernier, des policiers en civil ont abattu une dizaine d'hommes reliés à la pègre. Toujours dans les favelas où, faute de conditions décentes d'existence, on aimerait au moins se savoir à l'abri de balles perdues.

Police dans la police, la Polícia Militar fut aussi, pendant longtemps, exécutrice des basses œuvres du régime: enlèvements ou assassinats d'opposants de toutes sortes.

Ce n'est pas un hasard si à la mi-octobre, à Sao Paulo, le spectacle «Human Rights Now» des Sting, Tracy Chapman, Peter Gabriel et Bruce Springsteen a fait sensation dans le Brésil méridional industrialisé.

L'espoir subsiste

La violence du banditisme et l'impuissance des autorités témoignent du rôle grandissant que joue le Brésil dans le commerce des stupéfiants en Amérique du Sud. Rio se trouve aux prises avec

une mafia qui a les moyens financiers et les complicités nécessaires au libre exercice de ses activités.

«Ces voyous terrorisent les gens et incendient nos maisons pendant que la police feint l'ignorance», se plaint Adriana, qui habite la favela en compagnie de ses deux frères et de deux enfants en bas âge. Adriana accuse la bande de Charuto d'avoir mis à feu sa baraque.

Il s'agit, de toute évidence, d'un épisode mineur de la guerre que se livrent deux bandes rivales pour le monopole de la vente de cocaïne et de marijuana. Une cinquantaine d'autres résidents de la favela perdront aussi leur modeste logement de manière analogue. Ils passeront la nuit comme faire se pourra, près des grilles des magasins et des banques du quartier voisin.

Spectateurs désabusés, les habitants des favelas et ceux de Rio en général, les Cariocas, se sont accoutumés à la violence. La réputation de la police est si mauvaise que la plupart des vols et même des meurtres ne sont pas signalés, par découragement ou toujours par crainte de représailles.

«C'est devenu une blague. On peut dire que les criminels sont plus professionnels que les policiers!» s'exclame un propriétaire de boutique avant de raconter la mésaventure d'un ami qui s'était fait voler sa moto. «Le lendemain, des inconnus l'ont invité par téléphone à prendre un verre dans un bar, où ils lui ont proposé de recouvrer sa moto moyennant le paiement d'une rançon. Mon ami a payé et il a repris possession de sa machine le jour même, dans la favela.»

Au printemps de 1988, la presse de la ville était convoquée pour une passation de pouvoir inusitée. Ednaldo de Souza, 22 ans, était promu chef de la mafia de la favela Rocinha, la plus importante de Rio avec 300 000 habitants. Un fief dont les ramifications dans le jeu, la drogue, le vol et le trafic d'armes engendrent un chiffre d'affaires de centaines de millions de dollars.

Pour l'occasion, le nouveau parrain et deux aspirants malheureux au poste, Buzunga et Cassiano, accordaient des entrevues et posaient pour les photographes en arborant des mitraillettes.

«Les politiciens nous visitent en période électorale. Ils nous promettent mer et monde mais ne comprennent rien, commente le père Manoel Managao, de la favela Rocinha. Quand les gens d'ici se révolteront, ni les trafiquants ni le gouvernement ne pourront les arrêter!»

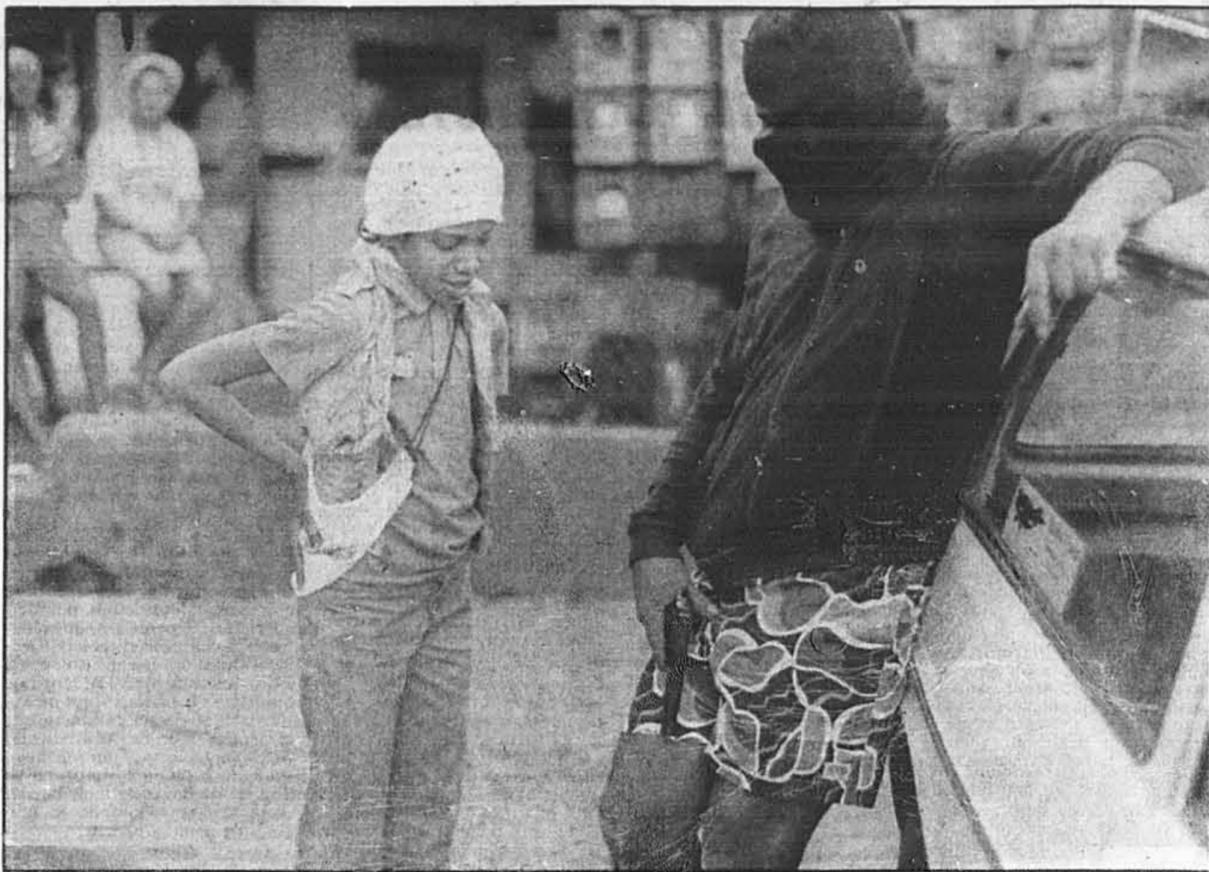
La nuit tombe sur la ville. Les rues quasi désertes d'Ipanema offrent le spectacle de silhouettes pressant le pas. Mais ce n'est pas la peur qui chasse les passants. Dans les innombrables buvettes où l'on sert bière, jus et friandises, on a offert une dernière tournée avant de rentrer chez soi.

On a discuté de soccer, de la dernière victoire du coureur automobile de Formule un Ayrton Senna, et de politique municipale. Le tout avec optimisme, même si on demeure sceptique.

Les cinq millions d'habitants de Rio de Janeiro, malgré les problèmes qui assaillent leur ville, aspirent à lui rendre sa dignité: noblesse de descendants de Portugais oblige!

Le lendemain, le candidat socialiste mi-populiste Marcelo Alencar sera élu maire de Rio. Dans les jours qui suivront, des centaines d'employés municipaux célébreront l'événement en enlevant les ordures qui s'accumulent au bas des favelas depuis plusieurs semaines.

CLAUDE ARCHAMBAULT, journaliste pigiste de Montréal, a séjourné au Brésil avec le concours d'une bourse Nord-Sud, gérée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et financée par l'Agence de coopération et de développement international (ACDI) et des commanditaires privés.



Les favelas de Rio sont aux mains de la mafia de la drogue. Cette mafia compte sur la complicité de nombreux enfants.

Survivre comme faire se pourra

Au Brésil, des millions d'enfants d'un âge variant de sept à dix-sept ans vivent en marge de la société. La plupart survivent sans aucune assistance, dans

la rue qui les a souvent vu naître. Les autres y travaillent pour apporter une contribution financière, si mince soit-elle, à leur famille.

Le problème est particulièrement aigu dans les agglomérations urbaines du sud du pays où l'hyperinflation et la rareté des logements ont multiplié le nombre des «abandonados».

C'est au début des années cinquante que le phénomène de l'«abandonado» fait son apparition au Brésil. Le pays connaît alors une intense période d'urbanisation dont Sao Paulo et Rio de Janeiro illustrent bien l'ampleur.

À Sao Paulo, actuellement le centre industriel et commercial le plus important de l'Amérique latine, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Sao Paulo a une superficie de 1 500 kilomètres carrés, le triple de celle de Paris. En 1960, la ville comptait 3,8 millions d'habitants. En 1970, six millions. On estime aujourd'hui sa population à plus de 15 millions d'habitants.

«Nous nous refusons à publier des statistiques au sujet des abandonados pour la simple raison qu'il est impossible d'évaluer leur nombre», déclare avec agacement Sonia Silva, de Funabem/Rio, organisme cousin de l'UNICEF. «Ni les chiffres sensationnels ni la commisération n'apporteront de solution au problème. Il faut des gestes concrets sur le terrain. Au Brésil, il y a plus de 350 organismes, gouvernementaux ou non, d'aide à l'enfance. C'est dire l'acuité de la situation!»

Salvador, 9 ans, dit «le lion», fait partie de la cinquantaine de gamins vivant Place de Sé, au centre de Sao Paulo. La plupart viennent des villes-satellites de la mégapole, comme Vila Prudente, Casa Verde ou Taipas, et de familles où la faim et les mauvais traitements les ont chassés.

Ils survivent de menus travaux, de larcins et de mendicité. Salvador affirme qu'il aime la vie de la rue et qu'il ne retournera jamais chez ses parents. «Tout ce que je sais faire, c'est voler, fumer et partager de la colle, lance-t-il. Avec la colle, je me sens bien!»

La majorité de ces enfants de nulle part évoluent en petites bandes, seul milieu auquel ils pourront s'identifier, revendiquer une appartenance et obtenir un statut. Parfois au prix de cruautés inconcevables.

L'admission au clan

Brûlures de cigarette et mutilations à l'aide d'aiguilles comptent parmi les épreuves qu'ils devront s'infliger aux endroits désignés pour satisfaire aux rites de l'admission dans leur existence nouvelle. Des filles du groupe portent les cheveux courts et des vêtements masculins pour dissimuler une féminité qui en ferait des proies plus faciles encore.

«Sao Paulo détient le record de la prostitution juvénile au pays. Certaines gamines ont à peine dix ans. Celles qui atteindront l'adolescence ou l'âge adulte entreront dans le cercle vicieux de la prison et du retour à la rue», souligne Stella Graciani, éducatrice qui oeuvre depuis vingt ans auprès des enfants de la rue.

Toujours Place de Sé, Marcia, 12 ans, la plus volubile du groupe, adresse aux passants des gestes obscènes: «Je suis partie de chez moi parce que mon père me battait. Il buvait aussi énormément!» La nuit venue, le groupe ira dormir à proximité de la station de métro de la Place de Sé.

Chaque jour est une lutte constante, un défi lancé à l'absurde. Antonio a 11 ans. Cireur de chaussures depuis un an, il exerce son métier aux abords de Copacabana, à Rio de Janeiro. Son père, qu'il voit de moins en moins, travaille dans une usine sidérurgique de la région. Antonio refuse de retourner chez ses parents.

«J'ai un frère qui est mort au mois de mars, ajoute Antonio. Ils l'ont tué parce qu'il vendait de la cocaïne. Moi, plus tard, je veux une maison, pas dans la favela, mais loin, à la campagne. Je n'ai jamais quitté Rio et j'aimerais bien voir des animaux.»



La pluie à Rio: une menace perpétuelle

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur Rio de Janeiro, il y a un an, ont entraîné la mort d'au moins 250 personnes et nécessité la reconstruction de plusieurs secteurs dévastés. La plupart des victimes tuées vivaient dans des favelas.

Oscar Niemeyer, architecte: le poids du rêve

Saisir l'âme du Brésil et de son peuple. Terminer cette plongée dans un pays d'Amérique du Sud qui ne correspondra jamais à l'idée qu'on s'en fait parce qu'il y a plusieurs Brésils.

Celui du sud, développé, industriel et riche, où étrangers et investissements affluent de toutes parts.

Celui du nord, rural, incomplètement exploré, réservoir de main d'œuvre et de matières premières, à la population éparsée. Il y a aussi le Brésil de la corruption, des politiciens, des militaires, des technocrates. Et Brasília, la capitale où se joue, au centre géographique du grand pays, le sort d'une démocratie encore embourbée dans son passé.

Conclusion, donc. Interviewer un politicien? Comment choisir? Un peintre, un chanteur, un artiste de variétés? Ils sont des milliers. Un architecte? Oui, un architecte brésilien.

Agé de 80 ans et plein de dignité, Oscar Niemeyer est assez petit de taille. Veston bleu à boutons dorés, chemise beige. Gestes lents

mais sûrs, il se tient bien droit. Controversé, détesté, admiré, respecté. Des dizaines de réalisations en France, aux États-Unis, dans les Emirats arabes, en Algérie, en Asie. Sans omettre d'importants immeubles et monuments de Brasília. Un maître du dessin, mais aussi un artiste, un penseur.

Q: Du dessin ou de la technique, quel est pour vous le plus important dans l'architecture?

R: Ils vont de pair. L'architecture, pour moi, c'est faire de l'inédit, créer la surprise et l'émerveillement. C'est expérimenter des formes nouvelles, sans contrainte. Je veux susciter la curiosité. C'est avant tout un acte de liberté, d'innovation, comme la vie. Vous savez, le Brésil est un pays pauvre. En Europe, l'architecture est une tradition. Ici, c'est différent et ma préoccupation a été de faire une oeuvre propre à mon pays et à notre époque.

Q: En considérant vos réalisations, à Brasília par exemple, et plus récemment le Mémorial de l'Amérique latine à Sao Paulo, on

est frappé par l'aspect monumental...

R: Le Mémorial, qui m'est cher, exprime à la fois lyrisme et poésie; il démontre aussi la souplesse du béton armé à pareilles fins. Il n'existe rien de comparable en Amérique latine et il était temps de réunir les mémoires de ces peuples tant exploités par l'extérieur. C'est d'un acte de solidarité qu'il s'agit. La bibliothèque des Amériques, par exemple, contiendra quelque 50 000 ouvrages émanant de tous les pays du continent. De grandes fresques, des murailles, des peintures illustrent en outre l'histoire de ces peuples.

Q: Les lignes de vos bâtiments sont simples et pures. On pense au peintre Miro qui a su réduire à sa plus simple expression les lignes de son art.

R: Miro... Je l'ai rencontré à plusieurs reprises à New York. Mais nonobstant notre bonne entente, c'est Le Corbusier qui influence mon inspiration comme il a d'ailleurs influencé la majorité des architectes contemporains. A mon avis, au Japon comme aux

États-Unis et en d'autres pays industrialisés, l'architecture est rationnelle, sans imagination. Dans ce que je fais, rien n'est gratuit. La structure, quant à moi, est d'importance capitale. J'ai toujours été ému par la beauté qui se passe de justification. Il en est ainsi des chefs-d'œuvre de la Renaissance italienne. Que de choses merveilleuses! Pour la cathédrale de Brasília, j'ai voulu suggérer l'optimisme plutôt que de me conformer aux modèles classiques. Je voulais que les colonnes soient légères, que la forme appelle au rêve, à la fantaisie.

Q: Que représente pour vous Brasília?

R: Trois années de travail et de lutte incessante contre les critiques, les attaques de toutes parts. Trois années de désert, sans femmes, sans cafés, sans amis. Mon rêve était d'en faire une ville de l'avenir. Une ville plus juste. Mais les militaires l'ont envahie et vingt ans de tortures et d'injustices ont suivi. Brasília est devenue une ville pour les nantis, donc fermée aux pauvres. J'en ai conçu

une grande émotion et suis parti pour l'Europe.

Q: Était-ce un exil?

R: Non! Simplement, je n'entrevois pas la réunion des conditions nécessaires à la réalisation d'autres projets au Brésil et je souhaitais poursuivre mon travail en montrant les progrès techniques de mon pays. Ce fut une bonne époque où André Malraux obtint pour moi du général de Gaulle un permis de travail, et le reste suivit sans encombre. J'ai aussi rencontré des artistes, des scientifiques en différentes disciplines. Ces contacts furent des plus enrichissants. Je pense que tout est lié dans la vie et qu'on ne peut se contenter d'une seule vision. La littérature, elle aussi, m'a beaucoup influencé. Je dessine à petite échelle et j'aime écrire des notes à côté, expliquer les choses.

Q: En littérature, à qui pensez-vous?

R: A Sartre, Malraux et Heidegger, entre autres. En ce sens, pour moi la vie est absurde. Il y a tant d'injustices, de misères, de gens qui souffrent, qui sont exploités. Les hommes sont sans pitié les

uns pour les autres. Je pense que, avec toute cette misère, nous vivons ici un climat pré-révolutionnaire. Voyez Rio où je suis né et où je réside toujours. Les favelas, toutes ces agressions. Beaucoup de gens volent parce qu'ils ont faim. Notre monde est hostile. Vous savez, la vie est une loterie. Certains naissent blancs, jaunes, noirs, doués d'une intelligence et de talents inégalement répartis. C'est ainsi. L'existence est difficile. Je ne suis pas fataliste, comme le disent les marxistes. Je dis simplement que l'homme est comme une maison. Qu'il faut essayer de l'embellir, de l'améliorer. C'est pourquoi je pense que l'art est une forme essentielle d'évasion.

L'Amérique latine, entre la dette impayable et la croissance impossible



JOONED KHAN

Enfermée dans ce que le sociologue Jorge Niosi, de l'UQAM, appelle « le cycle infernal d'une croissance impossible et d'une dette impayable », l'Amérique latine, s'appauvrissant au rythme même des transferts nets de capitaux vers ses créanciers des pays industriels, est-elle vouée à la « vénézuélisation » ?

Non, estiment des spécialistes interrogés par *La Presse*, car malgré la dette globale de \$420 milliards et les conditions de sous-développement qui les unissent, disent-ils, les pays latino-américains, les plus grands surtout, comme le Brésil, le Mexique et l'Argentine, présentent chacun des traits bien particuliers.

Mais, s'expriment-ils d'admettre, la situation « spécifique » de chaque pays n'a pas empêché ces derniers temps « les émeutes du pain » d'éclater au Brésil, au Pérou, en Dominique, au point où, précise Niosi, « la régression économique menace gravement la démocratisation acquise de peine et de misère au cours des années 1970 ».

La question se pose dans la foulée de l'explosion sociale qui vient de secouer le Venezuela, l'un des pays les plus riches et les plus stables de l'histoire récente du continent: en une semaine d'émeutes qui ont fait des centaines de morts, des milliers de blessés et des centaines de millions de dollars de dégâts, les 18 millions de Vénézuéliens ont compris que la manne pétrolière s'est tarie, que les caisses de l'Etat sont vides et que leur démocratie est plus fragile qu'ils ne le croyaient.

Le détonateur: le plan de « réajustement structurel » imposé par le FMI (Fonds monétaire international) en échange de crédits vitaux pour le nouveau gouvernement du président Carlos Andrés Pérez, affligé d'une dette extérieure privée de \$53 milliards et de réserves internationales de

seulement \$400 millions. Il lui fallait entre autres hausser de 90 p. cent le prix de l'essence et de 30 p. cent les tarifs de transport.

« Le service de la dette ne devrait pas dépasser 20 p. cent des recettes d'exportation d'un pays, surtout s'il s'agit d'un pays sous-développé, avec une étroite base d'exportation et une monnaie faible, qui dépend des devises étrangères pour financer ses importations », dit Roy Culpeper, spécialiste en finance internationale à l'Institut Nord-Sud, qui prépare un article sur la dette latino-américaine pour le prochain numéro de la *Banking and Finance Law Review*.

Le Venezuela a consacré l'an dernier jusqu'à 70 p. cent de ses recettes d'exportations au service de sa dette. En arrivant au pouvoir en 1984, le démocrate-chrétien Jaime Lusinchi avait trouvé \$13,5 milliards dans les caisses de l'Etat. Les recettes d'exportation, de \$12,2 milliards en 1985, n'ont cessé de tomber en raison de la chute du prix du pétrole. Or, Lusinchi a versé \$28 milliards en cinq ans aux créanciers, ce que son successeur social-démocrate qualifie de « suicide ».

Que peuvent espérer des pays comme le Mexique, l'Argentine et le Venezuela qui, à eux seuls, totalisent plus de la moitié de la dette globale du continent, dont le service de la dette (33 milliards par an) dépasse 40 p. cent de ses recettes d'exportations? « Il est clair que la crise du Venezuela a fait une forte impression auprès de tous ceux qui oeuvrent dans le domaine du réajustement économique », a déclaré un expert du FMI en requérant l'anonymat.

Une révision

Une impression telle que le comité intermédiaire du FMI entend consacrer sa réunion du mois prochain à revoir l'ensemble de la stratégie de la dette mondiale. Déjà, les États-Unis ont rassemblé à la hâte une enveloppe de \$450 millions pour dépanner le Venezuela et ils s'approprient à dévoiler un nouveau plan pour répondre à la crise de la dette de l'ensemble du tiers monde (\$1 000 milliards et plus).

« Dès le mois dernier, les ministres du G7 (les sept puissances in-

dustrielles) étaient convenus d'un tel réexamen, rendu plus urgent désormais à la suite de l'explosion qui vient d'ébranler le Venezuela », a-t-il dit, précisant que la vieille recette de la « restructuration » — délais de grâce prolongés, paiements étalés dans le temps, taux d'intérêt réduits, et recherche de prêts-relais pour respecter les échéances — n'avait pas aidé à réduire le fardeau de la dette.

« La croissance de la dette latino-américaine s'est ralentie », déclare Culpeper, « mais elle continue quand même ». Cette dette était de \$40 milliards il y a 15 ans. Son gonflement démesuré, qualifié d'« insensé » par l'économiste John Kenneth Galbraith, est imputable à la ruée des banques, encouragées par le FMI à recycler leurs pétrodollars dans les années 1970, pour prêter sans retenue aux « géants » du tiers monde.

Jusqu'à ce que l'incapacité de rembourser de nombreux pays débiteurs révèle comme un choc, il y a trois ou quatre ans, leur propre vulnérabilité aux banques « surexposées ». « Le moratoire unilatéral décidé par le Brésil en 1987-88 sur le remboursement de sa dette fit même planer le spectre d'un cartel des pays endettés, et d'un krach bancaire mondial », dit Culpeper. Le Brésil n'ayant pu trouver de nouveaux crédits pour ses échanges, sa stratégie échoua, et peu de pays sont tentés de l'imiter.

Les banques

Mais les banques, échaudées, réaménagent leurs portefeuilles, se limitent à un petit nombre de clients solides, vendent à des intérêts plus aventureux, voire à des sociétés multinationales désireuses d'investir dans le tiers monde, leurs prêts les plus risqués sur le marché gris de la dette. Ainsi, à la fin de 1988, la part des banques privées du Canada (Banque de Montréal, BNE, BCIC, Banque nationale, Banque royale et la Toronto-Dominion) dans la dette de l'Amérique latine était tombée à \$20 milliards.

« La dette latino-américaine des banques canadiennes, qui était de 5 à 6 p. cent de leurs prêts totaux (y compris domestiques) en 1982,



est tombée à 3 ou 4 p. cent », dit Culpeper. Elles continuent à vendre ces dettes à d'autres, et elles maintiennent à la demande du gouvernement des fonds spéciaux pour un groupe de 38 pays, surtout d'Amérique latine, en cas de défaut de paiement de leur part, ce qui réduit grandement les risques d'un krach bancaire canadien en provenance du tiers monde.

L'Amérique latine, elle, n'est pas à l'abri des crises. Misère, pauvreté, inégalités, espoirs frustrés, corruption, incompétence conjuguent leurs effets pour en accélérer la régression, et préparer les explosions de colère. Graciela Ducatenzeiler, politologue à l'Université de Montréal, attribue au moins en partie l'éruption vénézuélienne à la faiblesse des structures politiques et syndicales de ce pays, ce qui, par exemple, n'est pas le cas en Argentine, avec \$62 milliards de dette et des recettes d'exportations de \$8 milliards seulement par an.

Mais l'Argentine connaît sa propre crise, le régime Alfonsín restant coincé entre l'armée et les péronistes. Le Mexique de la « révolution institutionnelle » est bloqué. Le Pérou de Garcia et la Colombie du narcoterrorisme vivent des guerres civiles non avouées. Le Brésil reste un géant en puissance, mais aux pieds d'argile. Malgré son autoritarisme, Pinochet n'a pas tout à fait assaini l'économie chilienne. Autant de bombes à retardement, toutes aussi « spécifiques » les unes que les autres.

Pour les désamorcer, le G7 et le FMI, constatant l'échec des « réajustements », et même du Plan Baker qui prévoyait qu'il fallait « croire pour payer », entendent mettre l'accent sur « la réduction de la dette ». « Le G7 a décidé le mois dernier qu'il fallait réduire la dette, et que la réduction doit être volontaire, liée au marché, et effectuée au cas par cas, c'est à dire que les banques créancières devront agir sans directives gou-



vernementales et selon les critères du marché », dit Roy Culpeper. Les mots d'ordre font déjà fureur au FMI.

Cette approche va privilégier les marchés gris de la dette, et encourager les banques créancières à amplifier la vente au rabais de leurs prêts risqués à d'autres banques, à des sociétés ou même aux gouvernements débiteurs, ou encore à les échanger contre des obligations. Entre \$30 à \$40 milliards en dettes du tiers monde s'y transigeraient chaque année.

Mais il y a des dangers, dit Culpeper, comme la tentation des pays endettés de faire fonctionner la planche à billets, quitte à attiser une inflation déjà débridée, et la difficulté d'accord entre partenaires multiples sur l'utilisation finale des fonds ainsi dégagés. Et des résistances aussi, dit Niosi, notamment face aux empiètements touchant les secteurs publics et la souveraineté nationale. « D'autres idées circulent, et au cours de la prochaine année, certaines d'entre elles seront testées », dit-il.

Des défis à relever: la désertification et les changements climatiques



ANDRÉ NOËL

Les années 90 seront marquées par la désorganisation économique mondiale, l'instabilité sociale et des famines à répétition si rien n'est fait pour renverser la détérioration générale de l'environnement, prévient un groupe de scientifiques américains qui jouit d'une vaste crédibilité internationale.

Le groupe, le *Worldwatch Institute*, souligne dans son dernier rapport annuel que la production d'aliments par habitant a chuté de 14 p. cent depuis 1986, en bonne partie à cause de la désertification et des changements climatiques causés par la pollution.

« Le monde dans son ensemble n'a jamais eu à relever autant de défis », affirment les auteurs de *State of the World 1989*, une publication produite à Washington et traduite dans les langues les plus courantes (espagnol, arabe, chinois, japonais, russe, allemand, italien, polonais et japonais, mais pas en français). (La Commission de l'environnement des Nations unies a largement puisé dans les rapports précédents pour ses propres études.)

« Peut-on protéger la génération actuelle et les autres à venir contre les dangereux rayons ultraviolets (qui augmentent avec la diminution de la couche d'ozone, NDLR)? Peut-on éviter l'appauvrissement biologique de la planète prévu pour les deux prochaines décennies? Peut-on empêcher un changement de climat radical? Peut-on équilibrer la population et les ressources alimentaires afin que les famines n'aboutissent pas à une dégradation permanente du sol? »

Peut-être, répond le rapport. Mais il faut pour cela que les dirigeants politiques prennent immédiatement des moyens draconiens. Le groupe insiste sur qua-

tre mesures: la protection de l'atmosphère, la reforestation, la production alimentaire et la réduction de l'explosion démographique dans le tiers monde.

Le réchauffement de la planète

Pour la première fois l'an dernier, la NASA a établi clairement que le climat de la planète se réchauffe dangereusement. Les soupçons portent sur « l'effet de serre »: la consommation de combustibles fossiles, comme le pétrole, rejette des gaz carboniques qui emprisonnent la chaleur dans la basse atmosphère. Résultat: les températures montent.

Selon les derniers rapports, 1988 et 1987 ont été les années les plus chaudes jamais enregistrées, suivies par les années 1980, 1981 et 1983. Malgré l'absence de preuves irréfutables, des scientifiques croient que la sécheresse de l'été dernier aux États-Unis et au Canada pourrait être une conséquence directe de cet effet de serre. Les deux pays ont épuisé leurs réserves de céréales pour maintenir leurs exportations. Mais si une nouvelle année de sécheresse survient, la pénurie pourrait être désastreuse, soutient *Worldwatch*.

À cela s'ajoute l'appauvrissement de la couche d'ozone, qui protège la vie des rayons ultraviolets. Là encore, la NASA a trouvé l'an dernier que cet appauvrissement ne se faisait pas qu'aux pôles, mais autour de toute la planète. Les recherches de plus de 100 scientifiques de sept pays ont permis d'établir que la couche d'ozone s'est réduite de 1,7 à trois p. cent entre 1969 et 1986 au-dessus des régions très peuplées de l'hémisphère nord. Les pertes d'ozone sont encore plus fortes l'hiver: elles peuvent alors être de 6,2 p. cent. L'ozone est attaqué par des gaz industriels, tel les CFC. Une diminution plus prononcée entraînera une augmentation des cancers de la peau, des récoltes amoindries et des dommages à la vie marine.

Au début septembre, les deux tiers du Bangladesh ont été inon-

dés. C'était le résultat direct d'une forte mousson, mais aussi un résultat indirect de la déforestation dans les Himalayas. Comme il y a de moins en moins d'arbres pour retenir les eaux d'écoulement, les inondations sont plus prononcées dans les vallées. L'inondation de 1988 — la pire de mémoire d'homme — a affecté 25 millions d'habitants.

La déforestation de l'Amazonie a pris des proportions gigantesques. Des photos prises par satellite montrent que huit millions d'hectares de forêt — la superficie de l'Autriche — ont été brûlés en 1987 durant la saison sèche. Les incendies, provoqués pour faire de la place aux pâturages et aux cultures, ont été encore plus nombreux en 1988.

L'érosion des sols, la désertification, la salinisation des terres irriguées, la rarefaction de nouveaux sols à cultiver ont contribué à diminuer la production de nourriture dans des douzaines de pays en voie de développement. « Beaucoup plus de gens ont faim maintenant qu'au début des années 80 », affirme le *Worldwatch Institute*.

Au cours des deux dernières années, la production mondiale de céréales a sérieusement décliné. Et il y a beaucoup plus de bouches à nourrir. Si bien que la production a baissé de 14 p. cent par personne depuis 1986. Les réserves ont permis de réduire la consommation de trois p. cent, mais celles-ci sont épuisées dans plusieurs pays.

À la mi-88, la Banque mondiale a rapporté que « le nombre d'Africains qui ne mangent pas à leur faim a grimpé et continuera d'augmenter à moins que des mesures spéciales soient prises ». La Banque estime que 100 millions d'Africains souffrent d'insécurité alimentaire. Cela se traduit par une mortalité accrue. Madagascar en est le meilleur exemple: la mortalité infantile — le meilleur indicateur du stress alimentaire — a augmenté de 75 à 133 par 1 000 habitants entre 1975 et 1985.

Il y a aussi des signes encoura-



En Caroline du Sud, la sécheresse a causé des dégâts considérables l'été dernier.

geants. Dans le monde entier, des groupes s'organisent dans les communautés de base pour protéger l'environnement, qu'il s'agisse des Indiens de l'Amazonie ou des Verts en Allemagne fédérale. L'opinion publique se mobilise, obligeant les dirigeants politiques à agir. Le meilleur exemple est probablement la signature du protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone.

Mais il faut faire beaucoup plus, soutient *State of the World*. Le groupe suggère entre autres d'émettre des normes d'efficacité beaucoup plus strictes pour les automobiles, par exemple. Les quelque 400 millions de véhicules automobiles qui roulent dans le monde brûlent en moyenne 14 litres aux 100 kilomètres, émettant plus de 500 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère à chaque

année. En réduisant la consommation à 35 litres aux 100 km d'ici à l'an 2000, on assurerait une meilleure stabilité du climat. Mais il faudrait surtout augmenter les services de transport en commun, estiment les auteurs.

Les pays riches, enfin, devraient cesser de gaspiller des milliards de dollars dans l'armement et aider plutôt les pays pauvres à développer leur économie sans massacrer leur environnement, suggère *Worldwatch*. Malgré les pourparlers sur le désarmement, le monde n'a jamais été aussi armé.

Les pays industrialisés ont doublé leur dépenses militaires depuis 1960, et les pays du tiers monde les ont multipliées par six. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, il s'est dépensé 16 trillions

de dollars américains (10 millions de fois le budget annuel du gouvernement canadien) dans l'armement. Ces sommes colossales seraient sans doute plus utiles à la reforestation, à la protection des sols, au développement d'énergies nouvelles, à l'éducation et à des campagnes de limitation des naissances.

« Souhaitons que la crainte d'une dégradation générale de l'environnement soit plus forte que la crainte du voisin », souligne *State of the World*. La conscience environnementale va peut-être inciter les pays à collaborer sur une base mondiale. Si les nations travaillent ensemble à résoudre les problèmes communs de l'environnement, alors nous avons une chance de surmonter les nombreuses autres questions qui nous divisent. »

La terreur étirent toujours la population d'Haïti

JACQUELIN TÉLÉMAQUE
collaboration spéciale
Port-au-Prince

Deux cadavres gisent à l'angle des rues Martin Luther King et Jean-Paul II, à côté du collège canado-haïtien. Les résidents du quartier affirment avoir entendu des coups de feu durant la nuit précédente. Selon toute vraisemblance, les deux jeunes ont été contraints de se coucher par terre puis abattus de balles de gros calibre.

Mardi: le jeune Bronson Saint-Vil, âgé de dix ans, est atteint d'une balle au cou alors qu'il dormait chez lui. Les médecins ont réussi à extraire la balle et à sauver le jeune Saint-Vil. Mais ailleurs, on continue d'enregistrer des cadavres. Dans le quartier de Delmas, juste en face de la télévision nationale, un homme est abattu de quatre balles par un policier. Les témoins interrogés affirment qu'il s'agit d'une affaire d'argent que le jeune voulait récupérer auprès d'un débiteur.

Dans plusieurs quartiers de la capitale, des vols sont perpétrés aussi bien la nuit qu'en plein jour. Les passagers n'osent plus monter à bord des «tap-tap» de peur d'être emmenés vers des des-

tinations lointaines et dépouillés de leurs avoirs; les femmes, de leur côté, sont tout simplement violées. La situation qui règne actuellement en Haïti est une de terreur où les bandits agissent en complicité avec une fraction de l'armée.

Récemment, un homme vêtu de l'uniforme vert olive se présente à l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti, une balle logée dans le corps. Il se trouvait dans un besoin urgent de sang. Il a demandé à téléphoner. Quelle ne fut pas la surprise des médecins de l'hôpital lorsqu'ils ont vu arriver un candidat écarté par le conseil électoral provisoire lors des élections avortées de novembre 1987 en raison de son passé duvaliériste. Ledit candidat apporte lui-même le sang nécessaire aux soins du blessé. Quelques heures après, quatre hommes en civil, lourdement armés, se présentent à l'hôpital et emmènent le blessé.

Les écoles

Les écoles sont aussi l'objet d'une campagne d'agitation. Durant tout le mois de février, des rumeurs ont circulé tant à la capitale que dans plusieurs villes de province que les écoles allaient être saccagées. L'effet recherché

s'est produit: vent de panique, fermeture des écoles dans les villes du Cap-Haïtien, Jérémie, Petit-Goave, Gonaïves. Les jeunes de Labadie, qui ont mis sur pied une école fondamentale dans la région de l'artibonite, ont assisté impuissants, à l'incendie de leur école au mois de février dernier.

Le jeudi 2 mars, la ville des Gonaïves était à feu lorsqu'une voiture sans plaque d'immatriculation a procédé à l'arrestation de Paul Edouard Cantave, professeur de sciences sociales dans plusieurs écoles de la ville des Gonaïves, à 170 kilomètres de la capitale. La police a procédé à sa libération le même jour.

Le samedi 4 mars, Hugues Florvil, correspondant de Radio-Haïti, a été agressé. L'agresseur, Bob Lecorps, connu dans la ville comme un tueur à gage et impliqué dans le trafic de la drogue, a justifié son geste en déclarant qu'il mène un combat personnel contre le communisme et contre tous ceux qui érigent des barricades. La police était plus intéressée à étouffer l'affaire qu'à écrouer l'agresseur.

Tout ce climat est entretenu alors que les duvaliéristes tiennent des réunions en France, et en république dominicaine. Des membres de l'armée, des duvaliéristes nostalgiques sont désignés par la clameur publique comme les responsables de ce climat d'agitation et de violence. L'armée de son côté se fait complice ou encore impuissante devant ces actes, ce qui n'est pas de nature à rassurer la population qui commence à prendre des dispositions pour assurer sa propre sécurité, comme ce fut le cas en novembre 1987 au plus fort de la période d'insécurité alors qu'elle avait mis sur pied des brigades de vigilance.

L'insatisfaction

Entre-temps, l'insatisfaction grandit au sein de la population. Les grèves se multiplient. Dans la seule semaine du 27 février, des grèves ont éclaté au lycée des jeunes filles, à la Centrale autonome métropolitaine d'eau potable (CAMEP), à l'autorité portuaire nationale (APN) et à l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti. Dans la semaine suivante d'autres grèves ont éclaté à l'autorité portuaire du Cap-Haïtien, aux presses nationales. Les employés et les élèves ont fait la grève dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et de dénoncer le climat d'insécurité qui règne actuellement dans le pays.

La période qui s'ouvre actuellement en est une d'agitation qui n'est pas près de se terminer, étant donné la question électorale qui est, de nouveau à l'ordre du jour. Le gouvernement a déclenché un processus qui devrait conduire à la tenue des élections, si l'on en croit les déclarations du général Prosper Avril. Le processus a commencé avec la convocation des partis politiques et organisations socio-professionnelles au «Forum national portant sur le projet de création d'une institution chargée d'organiser et de contrôler toutes les opérations électorales dans le pays, le 9 février dernier. Puis un décret annonçait la création du conseil électoral et le mode de désignation de membres. Bientôt, les différentes associations auront désigné leurs représentants au conseil électoral et élaboré le texte de la loi devant régir les élections en Haïti.



Le gouvernement, selon le général Prosper Avril, a déclenché un processus qui devrait conduire à la tenue des élections.



Les meurtres continuent d'imprégner le quotidien des Haïtiens.

ADRIEN ARPEL

LANCEMENT!
VISAGE 89
TRAITEMENT
DE BEAUTÉ
SIGNÉ
ADRIEN ARPEL

Adrien Arpel présente sa nouvelle ligne de couleurs coordonnées aux teintes mode de la saison.

EXPÉRIMENTEZ UNE VÉRITABLE TRANSFORMATION-BEAUTÉ! NOTRE TRAITEMENT COMPREND LE FACIAL, LE TRAITEMENT DES MAINS, UNE LEÇON DE MAQUILLAGE ET UNE PRIME FANTASTIQUE. AUX NOUVELLES COULEURS CHOISIES POUR VOUS.

30\$

Votre FACIAL comprend:

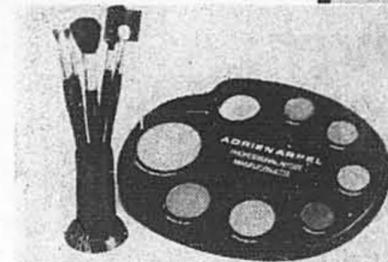
- le nouveau nettoyage en douceur à base de pétales de fleurs;
- la nouvelle désincrustant électrique à base de fleurs;
- l'aspiration de la peau afin d'en déloger les imperfections et les saletés dues à la pollution;
- le masque moussant raffermissant à base d'extraits de fleurs.

Votre TRAITEMENT DES MAINS...

- un massage relaxant à l'aide d'une lotion au collagène protéinée à base d'extraits de fleurs;
- un gaze végétal chauffé peint sur les mains afin de sceller le traitement.

Votre MAQUILLAGE...

- un maquillage personnalisé étape par étape selon les nouvelles couleurs;
- une leçon pour apprendre où, comment et à l'aide de quels pinceaux appliquer les différents produits de maquillage.



Votre PRIME comprend tout ce dont vous avez besoin pour réaliser votre maquillage à la maison:

- 2 fards à joues • 2 ombres à paupières
- 2 rouges à lèvres • une poudre-crème
- 5 pinceaux

Prenez rendez-vous dès maintenant. (Places limitées)

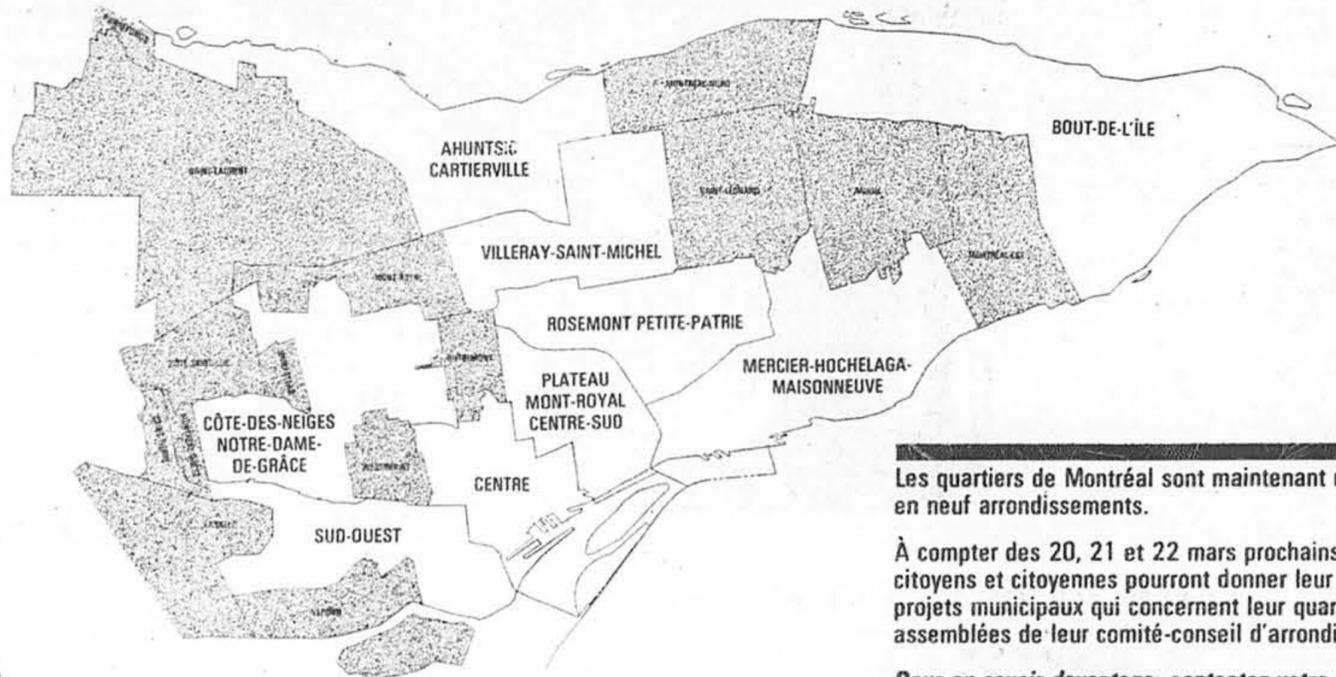
Notre offre se termine le 18 mars. Produits de beauté, rayon 240.

Centre-ville de Montréal 281-4781; Anjou 353-3300; Pointe-Claire 697-4870, poste 3225; Carrefour Laval 987-1540, poste 3210; Boulevard 728-4571, poste 250; St-Bruno, 653-4455, poste 2237; Versailles 354-8470, poste 259; Rockland 739-5521, poste 251.

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!



Votre comité-conseil d'arrondissement



Les quartiers de Montréal sont maintenant regroupés en neuf arrondissements.

À compter des 20, 21 et 22 mars prochains, les citoyens et citoyennes pourront donner leur avis sur les projets municipaux qui concernent leur quartier lors des assemblées de leur comité-conseil d'arrondissement.

Pour en savoir davantage, contactez votre bureau ACCÈS-MONTRÉAL local.



André Bureau a rejoint les Trudeau, Johnston et Blaikie chez Heenan, Blaikie

MARIE-CLAUDE LORTIE

■ L'ancien président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), Me André Bureau, travaille maintenant aux côtés de nul autre que celui qui l'avait nommé à ce poste, Pierre-Elliott Trudeau, chez Heenan Blaikie, un cabinet d'avocats de Montréal.

Me Bureau a officiellement quitté son poste à la présidence

du CRTC le 28 février dernier et travaille maintenant comme avocat-conseil en compagnie de Me Trudeau et de l'ancien ministre libéral Don Johnston. Le président du conseil d'administration d'Alliance Québec, Me Peter Blaikie, est aussi associé de ce même cabinet d'avocats.

« Me Bureau a quitté le CRTC avec une réputation extra. Avec MM. Trudeau et Johnston cela va former l'équipe de tonnerre », a commenté Me Blaikie hier.

Les avocats-conseil travaillent surtout avec les avocats du bureau et pratiquement pas avec les clients, a expliqué le l'avoué d'Alliance Québec.

« Ce sera une pratique très diversifiée, pas conventionnelle, explique Me Bureau. Évidemment, je toucherai surtout aux dossiers exigeant des connaissances légales très spécifiques sur les télécommunications électroniques », a précisé l'avocat originaire de Trois-Rivières et âgé de 54 ans.

Premier rassemblement des femmes immigrantes du Québec à l'UQAM

MARIE-CLAUDE LORTIE

■ Le premier rassemblement de femmes immigrantes du Québec doit commencer ce matin à l'UQAM. Rassemblées autour d'un objectif précis qui est d'affermir les liens avec les Québécoises, près de trois cents femmes de diverses origines et provenant de tous les coins du Québec sont attendues pour deux jours.

« Nous attendons une très vaste majorité de femmes immigrantes, mais nous espérons aussi voir

beaucoup de Québécoises, toutes réunies autour d'une langue commune. N'oublions pas que le but de cette rencontre est de forger des liens », explique Mme Aoura Bizzari, coordonatrice du Collectif des femmes immigrantes.

Même si les femmes immigrantes sont victimes d'une double discrimination — à cause de leur sexe et de leur origine ethnique ou raciale — il est nécessaire qu'elles mènent certaines revendications de concert avec les groupes de femmes québécoises,

À 9h30 ce matin, au pavillon

Hubert Aquin de l'UQAM, Le rassemblement doit d'abord s'amorcer par une vaste assemblée où parleront Marie Lavigne, présidente du Conseil du statut de la femme, Gerry Wiener, secrétaire d'Etat et ministre responsable du multiculturalisme, Violette Trépanier, nouvelle ministre des Communautés culturelles du Québec ainsi que Juanita Westmoreland-Traoré, présidente du Conseil des communautés culturelles.

La conférence est ouverte à tous et à toutes, l'inscription coûte \$5.

L'accord de libre-échange, aussi pour les personnes

Presse Canadienne

■ Un grand nombre de Canadiens vérifient si l'accord de libre-échange leur permet d'aller travailler aux États-Unis, affirmant les services américains de l'immigration.

L'accord, en vigueur depuis le 1er janvier, permet en effet aux citoyens d'un pays de traverser plus facilement la frontière pour aller travailler dans l'autre pays, pourvu qu'ils répondent à certaines exigences.

« Nos téléphones ne cessent pas de sonner. À l'aéroport de Vancouver, nous ayons un service d'inspection qui reçoit 100 appels par jour », a fait savoir M. David Lambert, porte-parole du département de l'Immigration et de la Naturalisation, à Seattle.

Le bureau de l'Immigration américaine à Detroit a rapporté un nombre aussi élevé d'appels.

Aux États-Unis par contre, on dénombrait peu d'intérêt pour le Canada comme lieu de travail.

D'Ottawa, Mme Carolyn Hackland, au nom du ministère de l'Emploi et l'Immigration, a déclaré que d'après les informations en sa possession, on semblait s'intéresser peu à peu au Canada.

Jusqu'ici, les postes frontières près des villes de Detroit, Buffalo et Seattle auraient chacun analysé les requêtes d'une centaine de Canadiens voulant profiter des règlements moins sévères pour aller travailler aux États-Unis, ont indiqué plusieurs porte-parole.

Professions acceptées

Elle a laissé entendre que le manque d'intérêt constaté jusqu'ici chez les Américains découle peut-être du peu de retentissement qu'a provoqué l'accord aux États-Unis.

Selon le traité, les architectes, les scientifiques, les infirmières, les comptables et d'autres professionnels déterminés peuvent obtenir l'autorisation de travailler temporairement dans l'un ou l'autre pays. Ils n'ont qu'à se présenter à la frontière avec leurs diplômes et des documents démontrant qu'un emploi les attend.

Avec l'accord de libre-échange, les hommes d'affaires peuvent également demander un permis temporaire leur accordant le droit de traverser la frontière et de vivre dans l'autre pays pour investir ou se livrer au commerce.

Selon les derniers chiffres obtenus dernièrement des autorités américaines, les États-Unis auraient émis 32 visas de cette catégorie à des Canadiens, a encore indiqué Mme Hackland.

Place au français

AFP
ROME

■ Plus de trois cents délégués des alliances françaises d'une quinzaine de pays d'Europe sont réunis, depuis hier, à Rome, pour réfléchir sur la place de la langue et de la culture françaises dans la perspective de l'Europe de 1992.

Les participants au 4^e Colloque des alliances françaises d'Europe analyseront l'enseignement du français dans les systèmes éducatifs européens, le rôle des politiques culturelle et linguistique et confronteront leurs expériences dans le réseau des alliances face à l'échéance de 1992.

Ouvrant le colloque, hier matin, au Centre Saint-Louis des Français, M. Gilbert Perol, ambassadeur de France en Italie, a estimé que la langue et la culture française auront une place importante dans l'Europe de demain, car a-t-il dit « le français a la double vertu d'être un outil merveilleux de pensée et une clé pour mieux comprendre le monde ».

ESTÉE LAUDER



Les laboratoires Estée Lauder présentent le

SÉRUM MULTI-PRÉVENTION

ainsi qu'une prime toute spéciale: **Charme irrésistible Estée Lauder**

Vous n'en voyez peut-être pas encore les effets, mais le soleil, le vent et la pollution rendent votre peau de plus en plus vulnérable et nuisent à sa belle apparence. Des recherches indiquent que l'âge n'est responsable que d'environ 20% du vieillissement, tandis que l'environnement est responsable à environ 80%. C'est pourquoi nous vous suggérons le SÉRUM MULTI-PRÉVENTION. Il neutralise et filtre les substances irritantes avant qu'elles ne puissent affecter l'apparence de votre peau. Le sérum vous procurera protection et prévention tout en contribuant à adoucir, raffermir et embellir votre peau.



VOTRE PRIME

Charme irrésistible Estée Lauder

À l'achat de 15\$ ou plus de produits Estée Lauder. Vous aurez un charme irrésistible grâce aux produits de soins pour la peau conçus en laboratoire, les produits de beauté à l'avant-garde de la mode et les fragrances envoûtantes d'Estée Lauder.

Nettoyant à l'eau instantané, 60 mL - la lotion nettoyante douce et rafraîchissante.

Crème nourrissante raffermissante, 5 mL - Formule raffermissante ultralégère. Redonne à la peau sa douceur et sa souplesse.

Mascara-crème - Donne du lustre à vos cils.

Eau de parfum White Linen en atomiseur, 5 mL - Une fragrance qui convient en toutes circonstances.

Rouge à lèvres brillant Performance - Un rouge à lèvres riche et onctueux.

Visitez notre comptoir Estée Lauder et profitez de cette offre du 13 au 25 mars. Un prime par cliente, jusqu'à épuisement des stocks.

Les quantités sont limitées.

Produits de beauté, rayon 240

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!



À LA DOUZAINE... C'EST ENCORE MIEUX!

MONTRÉAL COMPTÉ MAINTENANT

12

MAGASINS LA BAIE

**DONT NOS TROIS NOUVEAUX MAGASINS DE
FAIRVIEW POINTE-CLAIRE, DU CARREFOUR
LAVAL ET DES GALERIES D'ANJOU**



Cest encore mieux... à la douzaine! Ce n'est sûrement pas à la Baie que vous pourrez acheter une douzaine d'oeufs! Mais douze magasins la Baie, dont un près de chez vous, où vous pourrez acheter une douzaine de bas, une douzaine de mouchoirs, une douzaine de cravates, une douzaine de robes... c'est encore mieux! Alors, que votre famille comporte douze membres ou un seul, vous êtes assuré de trouver à la Baie tout ce dont vous avez besoin... et même plus!

Avis spécial à notre clientèle de Simpson. Nous tenons à ce que la fusion entre la Baie et Simpson ne vous porte aucun préjudice. Aussi la Baie honorera toutes les garanties, tous les retours, échanges et remboursements pour toute marchandise achetée chez Simpson. Il nous fera plaisir de vous compter parmi nos clients.

la  aie



SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!